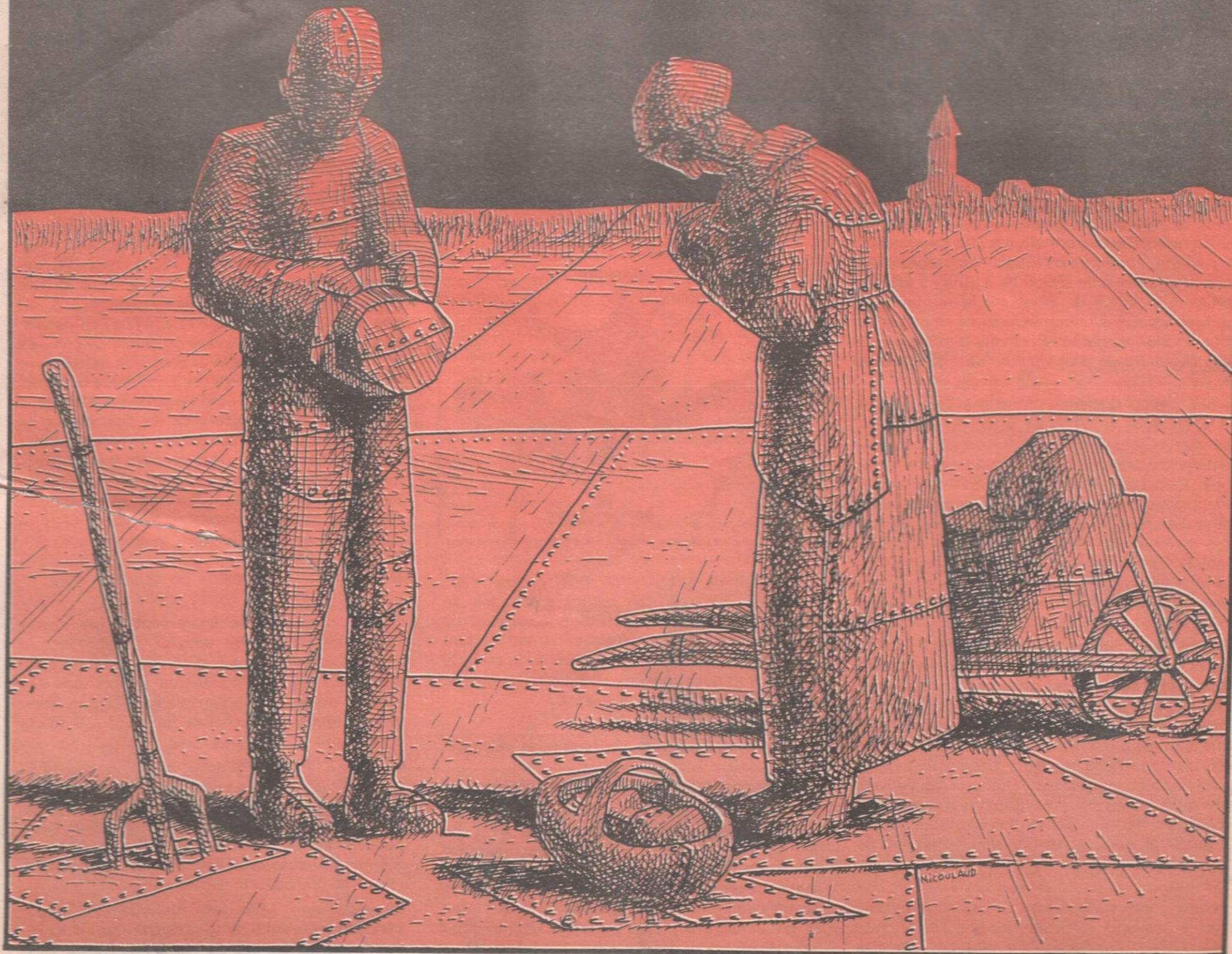


PÉCHINEY EN
BOURGOGNE

N° 81 - mercredi 26 novembre 1975 - hebdomadaire 4 F

la gueule ouverte

LA CAMBROUSSE ENFIN PROPRE !



PECHINEY A VEZELAY : UNE CURE DE FLUOR ?



Dans la région d'Avallon, à mi-chemin entre Paris et Lyon, se situe une des plus belles réserves naturelles de France : le Parc Régional du Morvan. Qui n'a pas séjourné dans cette région magnifiquement boisée, irriguée et vallonnée, emprunté à pied ses sentiers de Grande Randonnée ou à vélo ses tranquilles départementales en sous-bois, nagé, canoté ou pêché dans le Serein, l'Armançon ou la Cure, contemplé le site de Vézelay, dégusté la cuisine et apprécié la gentillesse naturelle de ses habitants, s'est privé d'un plaisir exceptionnel et encore abordable. Mais pour combien de temps ? C'est la

question que l'on peut se poser depuis que s'est répandue la nouvelle des visées expansionnistes du trust multinational Pechiney-Ugine-Kuhlmann qui, après les Baux-de-Provence, la vallée de la Maurienne et autres lieux, vient menacer le site de Vézelay et, par là même, les équilibres naturels et le mode de vie de toute une région. L'une des rares en France à n'avoir pas encore été atteinte par le rouleau compresseur du profit et de la consommation obligatoire...

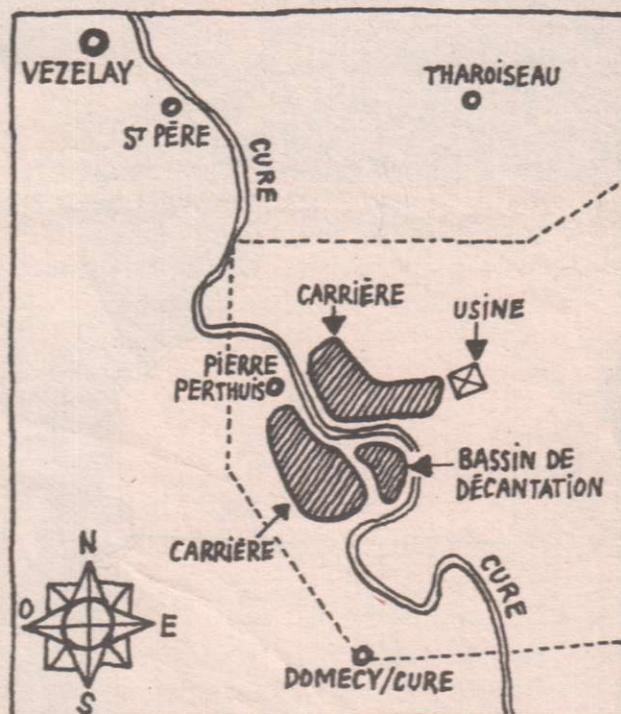
Jacques Vassal

PECHINEY-UGINE-KUHLMANN détient par l'intermédiaire de sa filiale de la S.E.C.M.E. (Société d'entreprise des carrières et mines de l'Estérel) une vaste concession de 1560 ha dans le parc naturel régional du Morvan, avec l'intention d'y exploiter un gisement de fluorine. Ce gisement est situé sur le territoire de Pierre-Perthuis, en vue de Vézelay, de part et d'autre du site inscrit des gorges de la Lure. Une autre concession de 750 ha a été accordée à la limite du Parc, sur le territoire de Pontaubert et d'Avallon, le long de la vallée du Cousin. Bien entendu, Pechiney a diffusé une belle brochure de propagande, afin de rassurer les populations.

La fluorine ou spath est un minerai qui contient 49 % de fluor et 51 % de calcium. Elle sert à abaisser la température de fusion dans la production d'aluminium par électrolyse de l'alumine. La société ALCOA aux U.S.A. a entrepris récemment la construction de la première unité pilote d'aluminium utilisant un nouveau procédé sans addition de fluorine et qui réduit sensiblement la consommation d'énergie électrique, ce qui prouverait déjà que la fluorine n'est pas aussi indispensable que voudrait le faire croire Pechiney.

A partir de la fluorine, on obtient des insecticides et des fongicides, produits qui peuvent devenir dangereux pour les utilisateurs et la nature si les doses prescrites sont dépassées. Les revêtements des ustensiles de cuisine, genre Téfal, sont obtenus à partir d'un dérivé du fluor. On se pose des questions sur leurs incidences pour la santé du consommateur. Elle sert également dans les bombes aérosols (dont on commence à reconnaître la nocivité). La fluorine, sous forme de gaz fluorhydrique, sert à l'enrichissement de l'uranium, ce dont ne parle pas la brochure de Pechiney.

Pechiney prétend faire des usines en harmonie avec le paysage : il ne détruit pas le site, il le « remodèle » (à sa façon, bien sûr). La plaquette



de propagande diffusée par PUK promet que « les lieux d'exploitation seront aménagés de manière à être rendus invisibles aussi bien de Pierre Perthuis que de Vézelay ». L'exploitation du gisement se ferait à ciel ouvert et le minerai serait extrait par panneaux successifs, ce qui fait qu'en période d'activité il y aura :

- Un panneau en extraction;
- Un panneau servant de bassin de décantation;
- Un panneau en cours de remblaiement.

Ceci nécessite que l'on réserve d'importantes aires de stockage stériles par panneau ainsi que des surfaces de dégagement et de circulation autour de chaque panneau. Pour rendre un tel chantier invisible du Vézelay, Pechiney a fait planter un double rideau de peupliers d'Italie, mais ils ne parviennent pas encore à dépasser les haies !

UN rapport officiel sur le site de Vézelay, établi à la demande du ministère de la Protection de la Nature et de l'Environnement et du ministère des Affaires Culturelles, conclut également à l'incompatibilité entre l'extraction et le respect des données fondamentales du paysage : « La zone d'Uzy à Ménades, incluse dans la concession, est un plateau comprenant Précy-le-Moult et Pierre Perthuis, qui est dominé par Vézelay et situé dans son champ de vue direct. Ce plateau, légèrement incliné, est une partie des gradins de l'amphithéâtre naturel ouvert sur Vézelay. Cet arc de cercle de cultures et de forêts, recouvrant la zone minéralisée, est l'attrait principal du site car il constitue la transition entre le Morvan et la Terre Pleine et entre le Morvan et la première côte de Bourgogne de Tharaiseau. De plus, sur cet arc de cercle, ouvert aux vues de Vézelay, deux massifs font saillie et donnent son pittoresque au paysage. Il s'agit du bloc rocheux de Pierre-Perthuis et du massif d'Epenay entre l'ancienne vallée de la Cure et ses gorges actuelles. » L'arrivée spectaculaire de la Cure à Pierre-Perthuis fait partie des curiosités les plus recherchées du Morvan. Mais ce rapport n'a pas été rendu public...

Pour le site, se pose également le grave problème de la stabilité des falaises bordant la Cure. D'après le rapport d'un géologue, les dangers d'éboulement subsistent en certains endroits à 80 ou 100 m des falaises : l'exploitation des carrières approcherait de 15 à 20 m du bord !

La même brochure promet que le bruit sera limité au maximum : « il n'y aura qu'un tir de mines par jour et les postes d'extraction, supprimés le samedi et le dimanche, le seront aussi pendant les deux mois d'été, juillet et août ». La même promesse avait été faite aux Baux de Provence et n'a pas été tenue.

La poussière ? « Elle sera pratiquement inexistante, compte-tenu de la nature du terrain de recouvrement... En cas de nécessité, il sera donc

LANNEMEZAN : PECHINEY TUE LES VACHES

Au concours agricole du dimanche 9 novembre à Tarbes, les agriculteurs et visiteurs ont découvert au milieu des plus beaux fleurons de l'élevage bigourdan une vache en piteux état. Cette bête condamnée est une des nombreuses victimes du fluor répandu sur le plateau de Lannemezan à raison de 2500 kilos par jour (plus de 1000 tonnes l'an) par l'usine Pechiney-Ugine-Kuhlmann d'électrolyse de l'aluminium.

En 1974, plus de deux cents vaches ont dû être abattues car elles étaient atteintes de cachexie fluorique. Les élevages ovins et bovins sont décimés. Les fourrages, le maïs, les chènes sont également pollués. Plus de deux cents exploitations agricoles voient leur avenir sérieusement compromis.

Qu'en est-il de la santé de l'homme qui non seulement consomme les produits pollués : viande, lait, légumes et vins, mais est obligé de vivre dans cet environnement ? Les thèses médicales d'éminents spécialistes de la question du fluor sont alarmantes, mais aucune enquête sérieuse n'a encore été entreprise sur la santé des ouvriers des usines et de la population du plateau : les pouvoirs publics et les élus locaux semblent se désintéresser du problème et fuir leur responsabilité.

Deux associations de défense des agriculteurs des cantons de la Barthe et Lannemezan ont déjà obtenu une indemnisation partielle de leurs pertes, mais ces indemnisations, utiles à court terme, ne résolvent pas du tout le problème. Car les agriculteurs subissent malgré tout une diminution de leurs ressources. Car la pollution s'accumule et stérilise les sols. Cette pollution met de plus en plus l'homme en danger.

La SEPANSO, association à but non lucratif, fondée en 1969, affiliée à la Fédération Française de Protection de la Nature, régie par la loi de 1901 et ouverte à toutes les catégories pro-

fessionnelles, lutte pour faire respecter les lois en matière de protection de l'environnement. Car une législation existe, et dans les décrets d'ouverture des usines Pechiney-Ugine-Kuhlmann, M. le Préfet, l'Inspecteur des Etablissements Classés, le médecin du travail, se sont engagés à faire respecter cette législation. Voici ce que stipule cet arrêté d'ouverture de l'usine d'électrochimie, signé par le préfet en 1938 :

« Article 3.- Tous les appareils susceptibles de laisser échapper des émanations et vapeurs nuisibles seront munis de dispositifs efficaces de captation.

Article 4.- Les résidus acides, liquides résiduaires ou autres ne seront évacués qu'après neutralisation et, s'il y a lieu, désodorisation.

Article 10.- M. le Maire de Lannemezan et M. l'Inspecteur des Etablissements classés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. »

En juin dernier, la direction de Pechiney-Ugine-Kuhlmann faisait savoir qu'elle allait entreprendre une tranche de travaux de 110 millions de francs (11 Milliards d'A.F.) pour augmenter sa production de 10% et, soi-disant, faire tomber de moitié ses rejets fluorés. Mais ce même Pechiney n'en rejettera pas moins de 500 tonnes de rejets fluorés par an, ce qui est simplement inacceptable vu la saturation existante.

La SEPANSO-Bigorre-Pyrénées pense qu'il est nécessaire, face à un tel adversaire, que toutes les couches de la population s'unissent pour faire pression sur les pouvoirs publics pour qu'ils obligent Pechiney à respecter la loi et à arrêter sa pollution.

SEPANSO-Bigorre-Pyrénées, B.P. n° 19
65300 Lannemezan.



Pechiney prétend que les camions transportant la fluorine à la gare d'Avallon ne perturberont pas la circulation et ne poseront pas de problèmes pour les villages. Pourtant, il est prévu une rotation journalière de 12 à 15 camions de 30 tonnes sur les routes étroites et peu stables de la région, classées itinéraires pittoresques !

Comme partout où s'installent des industries polluantes, Pechiney a fait miroiter la promesse d'emplois : aux Baux de Provence, quinze emplois ont été créés. A Montroc dans le Tarn, la SOGEREM, filiale de PUK, a fait appel à une entreprise de sous-traitance extérieure de la région. Les emplois ouverts aux jeunes du pays se comptent sur les doigts d'une main. Il risque d'en être de même à Pierre-Perthuis, d'autant plus que le gisement de Langeac en Haute-Loire est pratiquement épuisé et qu'il y a des chances pour que ce soient des ouvriers de Langeac qui viennent travailler à Pierre-Perthuis.

L'arrivée de Pechiney va mettre en difficulté de nombreux agriculteurs ou éleveurs de la région : sur les 2.310 ha que représentent les deux concessions de Pierre-Perthuis et Pontaubert, la société PUK prétend qu'elle n'aurait besoin que de

procédé à un arrosage ». Les poussières de fluorine, par leur accumulation sur la végétation, peuvent atteindre des doses nocives ; quant à l'arrosage, dans une carrière semblable à Montroc, il semble n'avoir été utilisé qu'à l'occasion de visites officielles : par grand vent, les poussières sont entraînées à plusieurs kilomètres à l'autour.

« Les ateliers seront totalement clos, ils ne pourront être source de poussière. De poussière, il n'y en aura d'ailleurs pas non plus à l'intérieur des ateliers... » Trop beau pour être vrai. La fluorine traitée et séchée est une poudre blanche semblable à la farine... Heureux ouvriers qui respirent l'air pur Pechiney.

L'usine d'enrichissement du minerai est prévue sur le Rugoblot : c'est un ravin étroit et boisé, qui fait partie des sites inscrits de la région : on ne pourra tracer des voies d'accès à l'usine sans le détruire. Des bassins de décantation sont prévus à proximité des falaises : l'infiltration des eaux est à craindre, en direction de la Cure ou de la nappe phréatique. Il n'est pas prévu de station d'épuration en aval des bassins. Pechiney prétend à ce sujet que l'apport supplémentaire en fluor dans les eaux de la région sera minime. Cependant, des doses, même faibles, prises de façon répétée deviennent à la longue nocives. Des eaux trop chargées en fluor ou le fait de respirer les poussières fluorées sont à l'origine de phénomènes de fluorose humaine.



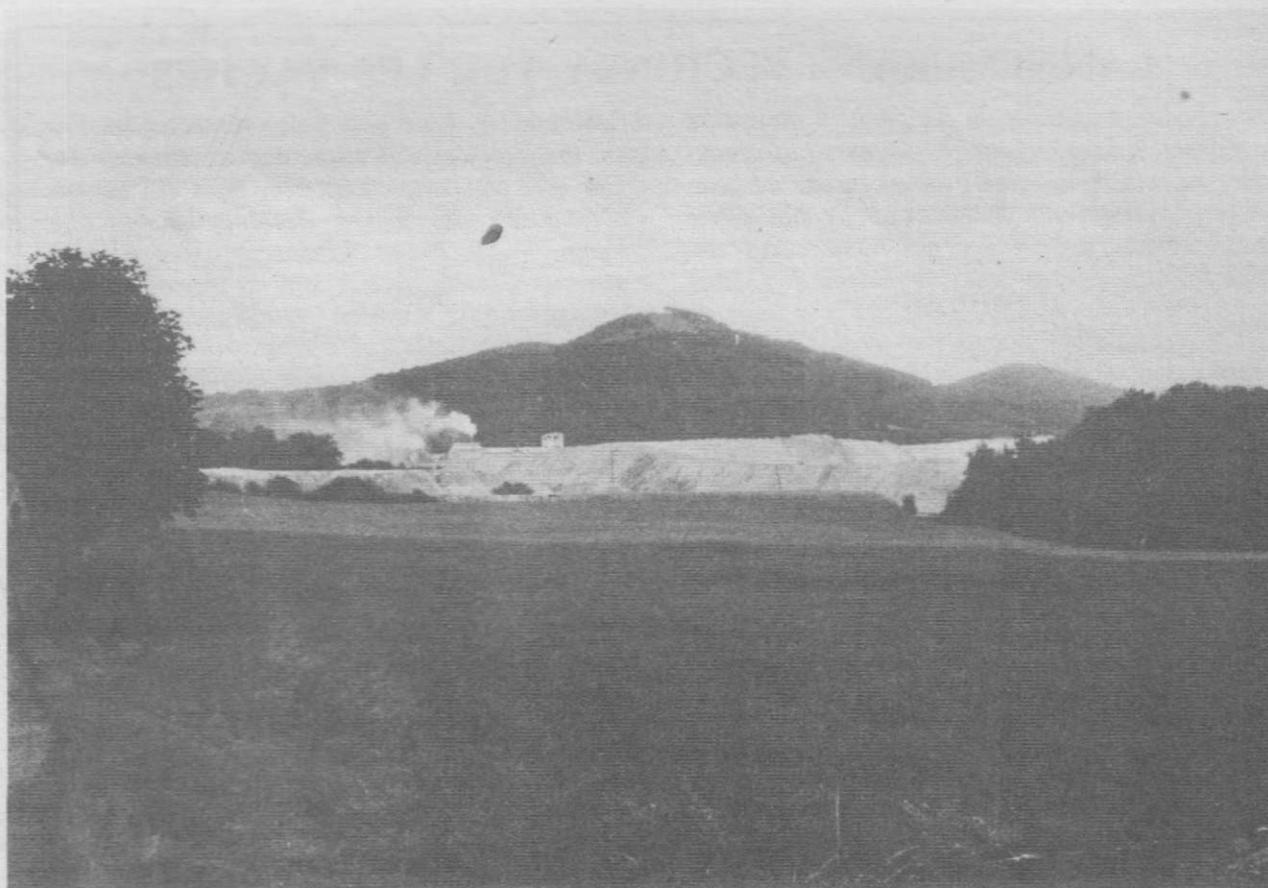
Vézelay

130 ha ; mais elle se refuse à se départir de ses droits sur le restant de la concession. Cette emprise sur le terrain entraînera des expropriations et une spéculation sur les terres.

L'accumulation de fluor et autres éléments, tant du niveau des carrières qu'au niveau du fonctionnement de l'usine, peut avoir des répercussions sur l'agriculture et l'élevage. En Maurienne, 500 à 600 vaches meurent tous les ans. En Haute Durance, il n'est plus possible d'élever des brebis. Il est vrai qu'il s'agit d'usine d'aluminium et de pollution due à l'acide fluorhydrique. Mais connaît-on réellement les dangers de la fluorine ? Une question est posée par un vétérinaire d'Avallon à Péchiney : « **Est-ce que les vaches vont pouvoir continuer à manger de l'herbe dans la zone d'exploitation de la fluorine ?** » Or, cette question revêt une acuité particulière dans une région riche en prairies, où subsiste un élevage d'ovins et de bovins d'une grande qualité, avec de nombreuses exploitations familiales.

POUR s'opposer à l'implantation de PUK s'est constituée en 1972 l'Association pour la Sauvegarde des Sites et la Lutte contre la Pollution dans le Vézélien et l'Avallonnais. Elle a entrepris un certain nombre d'actions d'information :

- **visite des principales exploitations de fluorine Péchiney** : Langeac dans la Haute-Loire, Montroc dans le Tarn, Eseo dans les Pyrénées Orientales. A Montroc, les conditions d'exploitations sont proches de celles prévues à Pierre-Perthuis. Or, après deux ans d'exploitation, la colline de Montroc est évidée, les eaux de la rivière Le Dadou sont d'un blanc rougeâtre. On attend encore le reboisement promis par PUK.
- **prise de contact avec les gens de la Maurienne, des Baux-de-Provence de la Durance, de la Haute Ariège, du Lannemezan, régions touchées par la pollution de Péchiney.** Un peu partout, les usines d'aluminium où est utilisé le minerai fluorine ont provoqué la mort de la végétation, du bétail et des risques de fluoroses humai-



Langeac

nes... Les investissements anti-pollution de Péchiney sont très faibles : en 1971, PUK déversait 3500 tonnes de rejets fluorés sur toute la France, en 1975 il en déverse encore 3000 tonnes. Péchiney s'arroge droit de vie et de mort sur des régions entières.

- **Une action en justice** a été entreprise à l'aide d'une action déclaratoire devant le Tribunal de Grande Instance de Paris, l'exploitation de Péchiney paraissant incompatible avec la charte du Parc Régional du Morvan, prévu pour être une zone de détente et de repos.

- En juin 1975, une **manifestation** a été organisée à Avallon : elle a mobilisé très peu les gens, mais les représentants des principales organisations agricoles de la région étaient là.

- En août 1975, organisation d'une **fête champêtre** à côté de Pierre-Perthuis, qui a permis d'informer les gens tout en les amusant.

La situation en province est très différente de celle de Paris : on a un peu peur de politiser une action. Même si on est convaincu du danger de l'implantation de Péchiney, les choses doivent se passer en douceur, de peur de se mettre à dos des gens que l'on côtoie fréquemment. On n'a pas l'habitude de bouger par ici, à part les jeunes agriculteurs, alors ça paraît tout à coup un peu suspect. Et puis PUK représente un tel poids que certains disent : « **Péchiney, c'est l'Etat, s'ils veulent s'installer, ils s'installeront** ». Il existe toutefois deux éléments susceptibles de favoriser la prise de conscience des populations locales : d'une part, la présence d'écrivains et d'artistes habitant cette région si propice à la création (Max Pol Fouchet à Vézelay, Jacques Lacarrière à Sacy) ; d'autre part, la grande popularité de la pêche dans la vallée de la Cure ; or, on sait qu'en France, il ne faut pas badiner avec les associations de pêcheurs...

Actuellement, PUK possède 25 ha sur les 50 dont il a besoin pour ses premières carrières. Le conseil municipal de Pierre-Perthuis ne vend ni ne loue (quoique son Maire, Monsieur Pillardon, soit favorable à Péchiney). Les propriétaires de terrains font de même. Un comité de défense des intérêts des habitants de Pierre-Perthuis a été constitué.

Péchiney aura également un problème de transport sur les bras : aucun village, pas plus qu'Avallon, ne souhaite accueillir le passage des camions.

Cependant, Péchiney n'attend plus qu'un arrêté préfectoral pour prélever 6700 tonnes. Il ne faut pas que Péchiney commence à détruire Pierre-Perthuis, parce qu'ensuite on ne pourra plus lutter : aucun cahier des charges ne résiste à Péchiney, les promesses ne sont pas tenues.

La lutte ne fait que commencer, on risque d'avoir besoin de monde prochainement. Et d'en recauser sérieusement, dans la G.O. et ailleurs.



Pierre Perthuis.

André

NATURE AUX TISONS, FASCISME AU BALCON ?

L'Exposition Universelle de Survie (qui se tenait à Bruxelles le week-end dernier) a illustré superbement l'affolant pot-pourri idéologique de cette hydre à mille têtes qu'est le « courant écologique ».

Pêle-mêle, le champagne biologique, les maisons solaires, les mouvements non-violents, la voiture à eau, le Guru Maharaj Ji, la crème anti-cellulite « naturelle », le prophète Moon, Lanza del Vasto, les amis des animaux, les Amis de la Terre du Nord, les Chrétiens Scientistes, les groupes anti-nucléaires, Mouna, Fernand Nathan, la Librairie Parallèles, l'APRE, le ginseng, le ginseng et le ginseng.

Et puis aussi « Pro-Vita », l'équivalent belge de « Laissez-les Vivre », intimement lié à des groupes d'extrême-droite musclés (comme Nouvelle Europe Magazine).

En plus d'un imposant stand, ces fanatiques de la lutte contre la liberté de l'avortement participaient, par le truchement d'un de leurs membres présent à la tribune, au débat contre les « pratiques criminelles ».

Et ce n'est pas un hasard. L'idéologie que répand « **Survie Universelle** » (organisateur de l'Expo) est des plus douteuses. Comme le dit très bien le collectif Ecologie de l'hebdo bruxellois autogéré « Pour », « **par le type de conscience qu'ils essaient de développer (conscience individuelle et libérale), par les idées sur lesquelles ils se basent (pour la vie pure, valeurs immortelles des eaux pures et de l'air pur...), par leurs arguments apolitiques, démobilisateurs, démagogiques et apocalyptiques, Survie Universelle/Belgique est à ranger parmi les mouvements de récupération de l'écologie.** »

Pour des raisons similaires, le Front d'Actions anti-nucléaires belge a pris ses distances vis-à-vis du congrès qui « **refuse toute critique, toute remise en cause fondamentale de notre société et de l'échelle des valeurs qui s'y rattachent** ». Selon le Front au contraire, « **pensée écologique et vision politique sont indissociables** ».

Depuis que Survie-Belgique l'a récemment quitté, le Front se compose essentiellement de l'APRI-Belgique, du Waks (groupe flamand) et de Démocratie Nouvelle, parti politique proche du P.S.U. en plus libertaire selon les uns, récupérateur politicard social-démocrate selon l'équipe de « Pour ». Un des principaux responsables de Démocratie Nouvelle, Paul Lannoye, physicien, prof. à l'Université Libre de Bruxelles, était prévu comme participant au débat sur le nucléaire (1). An-

dré Missal, président du Congrès, l'a éliminé il y a quelques semaines à cause de ses options politiques. Pierre Samuel, des Amis de la Terre de Paris, a, au cours du débat nucléaire, critiqué les ambiguïtés politiques (avortement) et scientifiques (moteur à eau) de l'ensemble du congrès (2).

Laurent Samuel

(1) En compagnie d'autres scientifiques belges, Paul Lannoye vient de publier une brochure : « quelques aspects du programme électronucléaire belge », équivalent du « Manifeste des 400 » en plus politique. Correspondance : GIPE, Groupe Interuniversitaire pour l'Etude des Problèmes de l'Energie, C. Brihaye, Schemeringlaas, 14 a 1900 Overijse.

(2) Au cours du Congrès, John Gofman, ex-membre de l'Atomic Energy Commission américaine, professeur à Berkeley (université de Californie), a lâché une petite bombe : selon une étude qu'il vient de terminer, le plutonium disséminé par l'ensemble des explosions atomiques depuis 1945 pourrait causer (au total et sur l'ensemble de l'hémisphère Nord) environ un million de cancers du poumon supplémentaires. Ce n'est qu'une estimation, mais l'ordre de grandeur est, selon Gofman, irréfutable. La semaine prochaine, un résumé détaillé de cette étude (que l'APRE va traduire in extenso), et l'entretien de nos envoyés spéciaux avec Gofman. Un numéro à ne pas manquer !

LE HAVRE : rien que du GRAND rien que du MOCHÉ
CARNET DE VOYAGE DE POUSSIN, SOULAS, NICOLAUD ET PHILIPPE



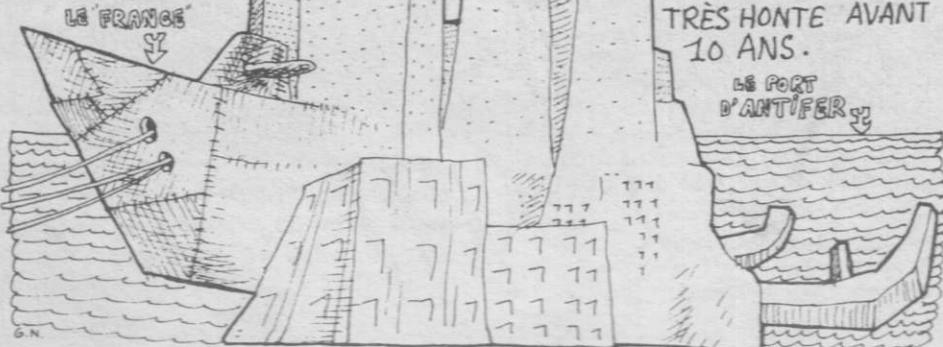
LES CIELS DES MARINES DE BOUDIN ONT MAL RÉSISTÉ AU TEMPS. LES PLUVES DE SUIE LES RAVAGENT



UNE VIEILLE HÛITRE :



AU SUD DU HAURE, UN ÉNORME TAS DE FERRAILLE QUI ROUILLE. LES HAURAIS EN ÉTAIENT TRÈS FIERS IL Y A 10 ANS.



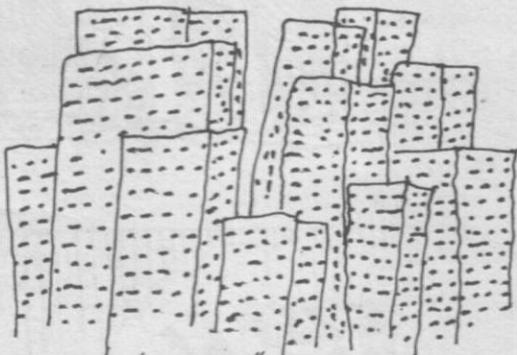
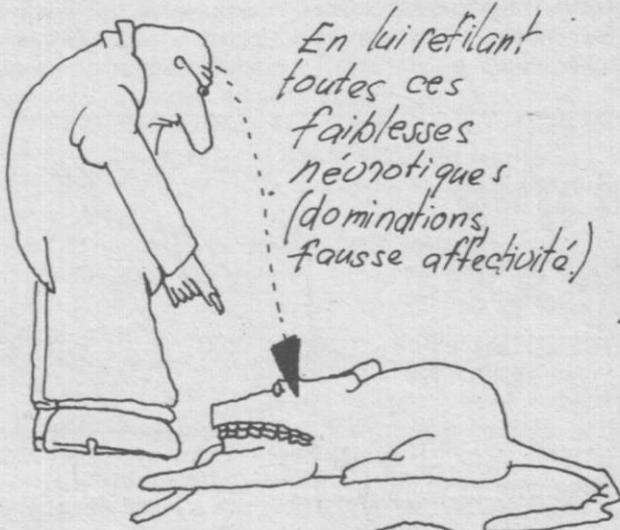
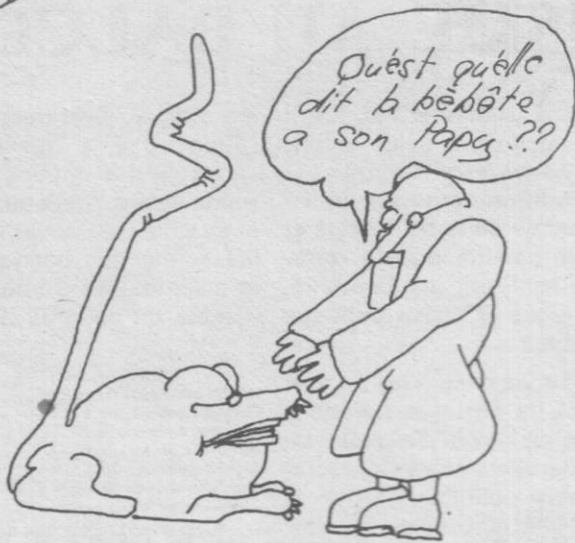
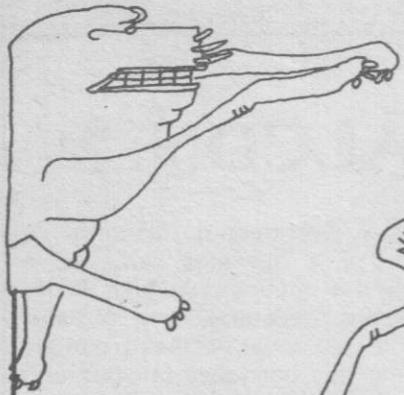
AU NORD DU HAURE, UN ÉNORME ÉTRON DE BÉTON QUI S'AVANCE SUR LA MER, LES HAURAIS EN AURONT TRÈS HONTE AVANT 10 ANS.

LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES S'ÉTEND ...

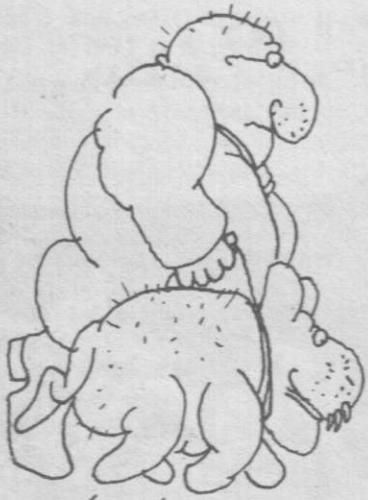
VOUS AUSSI ?



LES CABOTS



Plus les villes sont inhumaines et plus il y a de chiens. C'est le bétail qu'on va promener pour marcher sur un canapé de terre.



Mimétisme

L'homme a voulu le chien: chasseur, gardien, de luxe etc... Il l'a été. Maintenant il le veut comme lui s'emmerdant dans une ville dans un petit deux pièces cuisine.



Touchien.

LES PETITS ECHOS DE LA MERDE



ACCIDENT DANS UNE CENTRALE NUCLÉAIRE EN R.F.A.

Le mercredi 19 novembre à la centrale de Grundremmingen, en Allemagne, un accident a fait un mort et un blessé grave, qui devait mourir quelques heures plus tard. La centrale était arrêtée pour travaux et vérifications et les deux hommes, serruriers, devaient ouvrir le clapet d'un conduit. Mais, un peu plus haut, défaillance humaine, défaillance technique? La pression de l'eau n'avait pas été relâchée et les deux hommes furent brûlés par le jet de vapeur d'eau bouillante libéré par l'ouverture du clapet. Finalement, après plusieurs communiqués contradictoires, - brûlures ou irradiation? -, il semble que les hommes soient morts à cause de la température et non pas à cause de la radioactivité décelée. Le taux était trop faible pour provoquer la mort immédiate. C'est aussi l'avis de Jens Scheer, prof d'université allemand menacé de renvoi de son poste à cause de ses options antinucléaires et communistes (il fut l'un des orateurs de l'Expo universelle de Survie de Bruxelles). Et pour les Amis de la Terre allemands, « s'ils n'étaient pas morts à cause de l'eau chaude, ils seraient peut-être morts au bout de quelques mois à cause de l'irradiation ».

La centrale de Grundremmingen, centrale à uranium enrichi avec double circuit de refroidissement de l'eau d'une puissance de 250 mégawatts, a été la première centrale mise en service en Allemagne, en 1967. C'est là que furent réalisés les premiers exercices de défense contre la radioactivité par simulateur d'accident.

L'argument commercial des représentants de commerce allemands, « jamais d'accidents! », est à revoir. Mais faudrait pas nous faire croire comme l'autre soir à la télé, que parce qu'on n'a pas le même type de centrale, ça n'arrivera jamais chez nous! Qu'est-ce qu'il en sait l'autre? Autant que le directeur de la centrale allemande le mardi 18 novembre? Pas plus.

LE FLUOR, ÇA SOIGNE OU ÇA GUERIT ?

Un rapport de la Fédération nationale américaine de la santé avait conclu que les cas de cancer étaient plus nombreux dans les districts où le fluor était additionné à l'eau potable. L'institut national du cancer, pas d'accord, trouvait que la N.H.F. n'avait pas tenu compte de tous les facteurs (densité de population, concentration industrielle ou répartition de la population par races). L'I.N.F. vient donc de publier son rapport qui dit justement tout le contraire. Là où on a ajouté du fluorure dans l'eau potable, il n'y a pas eu tellement plus de cancers qu'ailleurs. Et même, quand la concentration de fluor était très élevée, on trouvait moins de morts par cancer qu'ailleurs. L'I.N.F. reconnaît qu'il peut s'agir d'un hasard et qu'il faut étudier un peu mieux la question. On attend le rapport de l'Institut de la santé-par-le-fluor pour trancher le débat.



ETRE INDIEN EN 1975

Les populations indigènes du Nord-québécois, les 10.000 indiens Cree et Inuits, « recevront 225 millions de dollars durant les prochaines années et se verront accorder les droits exclusifs de pêche et chasse sur un territoire d'environ 150.000 kilomètres carrés. En retour les Cree et Inuits s'engagent à renoncer à leurs revendications territoriales ».

C'est grand le Canada, mais quand même 10.000 Indiens, ça ne se perd pas comme ça! C'est bien pourtant ce qu'escomptait le gouvernement du Québec quand il a prévu l'aménagement démentiel de la Baie James. Il a fallu que les Indiens aillent se mettre sous la « protection » du gouvernement canadien pour que celui-ci oblige le Québec à se montrer un peu plus courtois.

Avec toutes les rivières détournées, les barrages gigantesques et l'installation industrielle de la région, c'est pas du tout sûr que les saumons et les caribous restent dans le coin. Et puis les Indiens se soignent avec les racines des plantes. Because démoustication intense, les racines ont concentré les produits toxiques et infectent les plaies qu'elles avaient toujours guéri auparavant. Après on dira que ces pauvres mystiques demeurés ont des pratiques médicales dangereuses. Enfin, avec leurs 225 millions de dollars, ils pourront toujours s'acheter des antibiotiques et du thon en boîte.

SERRÉS COMME DES SARDINES

J'ai relevé dans les dépêches de l'agence France-Presse du 18 novembre ces deux annonces à quelques heures d'intervalle :

Le futurologue américain Herman Kahn estime que la population mondiale sera de 15 milliards d'habitants dans deux siècles et que le produit brut sera multiplié par soixante. Selon lui, « la période 1926-1965 a été marquée en Europe occidentale, en Amérique du Nord et au Japon par l'industrialisation massive et la consommation de masse. Au cours de la période 1986-2025, apparaîtront les sociétés post-industrielles et la phase suivante - les sociétés super-industrielles - sera réalisée au cours de la période 2026-2025. »

Entre 1965 et 1986, il y a un blanc. Pas grave. Quatre heures plus tard, voilà les fameuses souris du psychologue Calhoun qui refont surface. Et il estime que « la surpopulation aura pour conséquence l'agressivité des individus, la disparition de toute conduite sociale et à terme, l'extinction de la race humaine ».

On semble bien mal barrés dans les deux cas.

SERMENT ATOMIQUE

« Je jure de bien et fidèlement remplir mes fonctions et de ne rien révéler ou utiliser de ce qui sera porté à ma connaissance à l'occasion de leur exercice ».

Ce serment doit être prononcé avant leur entrée en fonctions par les agents du service central de protection contre les rayonnements ionisants dûment commissionnés, devant le tribunal d'instance du ressort de leur domicile.

(Décret n° 63 66 406 du 15 juin 1966, publié au Journal Officiel le 21 juin 1966).



LE QUOTIDIEN DES FEMMES N° 8 EST PARU! 70 RUE DES ST PÈRES PARIS 7.

ANTINUCLÉAIRE ET COMMUNISTE : TROP, C'EST TROP.

Suite au petit écho, dans la G.O. n° 71, un lecteur a écrit au sénateur de Brême pour râler contre la révocation éventuelle du professeur Jens Scheer, de l'université de Brême.

Voici sa réponse, que je vous traduis :

« Les mesures disciplinaires prises à l'encontre du prof. Scheer n'ont aucun rapport avec son engagement pour l'utilisation pacifique de l'énergie atomique (n.d.l.r. il ne parle pas de lutte contre l'atome!). Les suites sont uniquement engagées à cause de ses prises de positions pour la réalisation des visées du Parti Communiste Allemand (le



COMMUNIQUÉ

Le texte qui suit a été adopté lors des Assises de Lille (voir la G.O. N° 80) comme « esquisse de programme » par huit groupes présents membres du « Mouvement Écologique », et comme « texte de réflexion » par la majorité de l'Assemblée Générale. Faute de place, on ne passe pas les deux annexes sur la croissance, et la différence entre capitalisme et productivisme. Elles sont disponibles sur simple demande auprès du M.E., 65 Bld Arago, 75013 Paris.

L'approche écologique d'une société exprime des motivations des désirs d'individus et de groupes qui se sentent étouffés dans la société actuelle et qui ne trouvent pas de réponses à leurs motivations dans les mouvements politiques existants. Le Mouvement écologique se donne pour tâche et pour programme d'œuvrer à l'avènement d'une société qui soit écologique, c'est à dire d'une société retrouvant et rétablissant pour les hommes, une vie harmonieuse en accord avec les équilibres et les lois écologiques, selon la définition de l'écologie de la candidature Dumont : « L'écologie, c'est un mot simple. Il veut dire que l'homme, comme toutes les espèces vivantes, est inclus dans un milieu qui comprend la nature, les autres espèces vivantes, les autres hommes, et qu'il ne peut se permettre de détruire ce milieu sans se détruire lui-même. »

La crise écologique générale nous amène à des échéances fatales. Le pillage des ressources naturelles ne peut amener qu'à compromettre gravement l'avenir de l'homme. Face à cette situation, nous ne pouvons plus tolérer une organisation de la société basée sur l'exploitation féroce de la force de travail de l'immense majorité de l'humanité et sur l'épuisement et la destruction définitive des possibilités terrestres.

Une société qui répondrait aux équilibres écologiques est aux antipodes de la société actuelle, tant de la société capitaliste que des sociétés socialistes centralisées, autoritaires et productivistes. Elle ne peut être qu'une société s'inscrivant dans une perspective socialiste, construite nécessairement sur les 17 points définis lors de la campagne Dumont et précisés à la convention d'Issy les Moulineaux.

Nous pensons pouvoir préciser ces objectifs sur cinq axes de réflexion :

- La remise en cause de la notion de travail.
- La limitation de la croissance aveugle,
- L'autogestion, dans la mesure où elle se définit comme l'ensemble des processus et des conditions rendant possible la maîtrise par le travailleur de son outil de travail, de la finalité de la production, de son cadre de vie.
- La technique n'étant pas neutre, cette société doit déterminer son propre système technologique (il y a autant de types de progrès techniques qu'il y a de systèmes technologiques et de sociétés possibles.). Une technique qui représenterait un progrès, qui serait plus efficace que les autres dans un système technologique évoluant vers la concentration, sera peut-être moins efficace, voire rétrograde ou nuisibles, dans un système technologique évoluant vers la déconcentration de la production et la réduction de ses dimensions.
- La différenciation entre capitalisme et productivisme.

La démarche du Mouvement écologique est donc politique. Le Mouvement écologique ne peut-être politique, si être politique signifie s'insérer dans le jeu des partis politiques constitués pour la prise du pouvoir d'État.

Mais le Mouvement écologique est politique dans la mesure où il aborde l'ensemble des problèmes de société, où par exemple, on ne peut refuser les centrales nucléaires sans proposer autre chose et donc sans savoir quel est le type de société auquel liée cette nouvelle technologie.

Cette démarche comporte à la fois la lutte systématique contre le capitalisme et contre le productivisme, ainsi que la recherche de toutes les occasions pour approfondir et confronter sur le plan théorique et dans la pratique nos exigences écologiques avec les programmes et les actions des mouvements se réclamant du socialisme autogestionnaire.

Quand on passait à la librairie Parallèles (juste en face du trou des Halles), on ne manquait pas d'aller les voir. C'était tout au fond de la boutique, derrière le rideau, une petite pièce avec des piles de bouquins et revues soigneusement alignés et répertoriés. Ils me faisaient penser à quelques personnages de bande dessinée, des petites taupes laborieuses et souriantes poursuivant inlassablement un travail qui semblait sans fin.

Et pourtant, ça y est. Le premier travail est terminé. Ces grattes-papiers souterrains sont les trois réalisateurs du « Catalogue des ressources » dont le premier volume vient de paraître (1). L'équivalent français du « Whole Earth Catalog » qui connut en 1968 un succès sans précédent aux États-Unis : à tel point que d'autres numéros furent nécessaires : « The Last Whole Earth Catalog », puis « The Whole Earth Epilog ». La fièvre du catalogue gagna d'autres pays. En Angleterre, ce fut « Access to tools ».

Comme son grand-père américain, le nouveau-né français est un inventaire de toutes les informations et ressources existantes sur un sujet donné, avec les références précises. Ce premier volume est consacré à quatre thèmes : nourriture, vêtements, transport, habitat.

Sur le miel par exemple, on trouve des recettes pour installer

ses ruches, un conseil sur la race des abeilles, des adresses pour apprendre l'apiculture, une sélection de livres (chaque livre cité dans le catalogue est présenté avec une critique et un extrait significatif) — « Apiculture » — « Miels, cires et pollens » — « Le miel » — « La conduite du rucher » — « Vie et mœurs des abeilles » —, les références des revues et des associations (sur l'apiculture il y en a plusieurs), des adresses pour se procurer le matériel, etc.

Le catalogue ne s'est pas limité aux simples références, mais on y trouve aussi de nombreux textes, conseils et recettes divers. L'ensemble, abondamment illustré de dessins et photos, est réalisé sous une présentation des plus alléchantes. C'est le genre d'ouvrage qu'on savoure à petites doses en étant sûr de découvrir quelque chose de nouveau à chaque fois. Un livre qui ne moisira pas dans la bibliothèque à côté d'un Mauriac ou du dernier Goncourt, mais qui sera écorné, se couvrira de taches et s'usera à force d'être consulté. C'est en tout cas le meilleur sort qu'on puisse lui souhaiter.

D.S.

(1) Éditions : Librairie « Parallèles », 47, rue St-Honoré - 75001 Paris. Prix : 39,50 F.

UN ÉVÉNEMENT NATIONAL LE JEUDI 27 NOV. À 14H. L'ASSOCIATION FRANÇAISE CONTRE LA PEINE DE MORT DÉPOSE À L'ÉLYSÉE TROIS MILLIONS DE SIGNATURES OBTENUES DEPUIS LE 1^{er} OCTOBRE, DÉBUT DE SA CAMPAGNE

MERCI
MONSIEUR PÉCHINEY



ÇA
C'EST DU BOURGOGNE!

ET DEUX CENTRALES POUR D'ORNANO, LEUX!

Semble efficace, notre ministre de l'industrie et de la recherche. Le premier ministre du Pakistan passait par Paris le mois dernier, comme ça, juste pour voir un peu les magasins et il a été séduit par nos centrales nucléaires. Comme il était un peu juste ce mois-ci, notre ministre lui a proposé un prêt (pas moins de 100 millions) pour l'aider un peu au départ. Du coup, le Pakistanais a logné les magasins d'armes et de matériel militaire, mais il n'a pas osé aller plus loin. Il sera moins timide la prochaine fois et puis Giscard ira sans doute lui dire bonjour un de ces quatre.

Michel d'Ornano vient juste de rentrer d'Irak. Bon boulot. Il ramène un accord inter-gouvernemental de coopération dans le domaine nucléaire : Une centrale de 600 mégawatts pour Creusot-Loire, un centre de recherches pour le C.E.A., et un centre de formation de spécialistes nucléaires irakiens. Et puis des tas de projets dans les transports, la pétrochimie, l'agro-alimentaire et le béton. Les Irakiens vont bouffer Rhône-Poulenc et se loger H.L.M. comme nous, y'a pas de raisons, le bonheur ça se partage.

TRAVAILLEUR TEMPORAIRE

... « Ça devait être en 1970. A cette époque, je suis étudiant à Grenoble. Au mois d'août, je me fais embaucher par une boîte de travail temporaire qui s'appelait Elitec, — c'était avenue de Vizille, je ne sais pas si ça existe toujours —, pour travailler pendant 1 mois à la SICN-Vevrey. A l'époque, on fabriquait là-bas des espèces de roquettes en uranium pour aller à Bugey. Pendant un mois donc, mon job a été de monter la charge des fours qui coulaient l'uranium dans leurs moules. On met les moules (en graphite) sur un socle, puis un creuset avec des morceaux d'uranium dessus. L'atelier où je travaillais était à la fois atelier de montage des fours et de fonderie. J'avais droit chaque semaine à une combinaison en toile blanche et à une paire de gants en même matière. Plus des godillots qui ont fait le mois. Pas de douche obligatoire. Et les gants, comme c'était en plein été, je les mettais de temps en temps seulement. Non, pas de dosimètre, mais les ouvriers permanents en avaient, eux. Je me souviens en tout cas d'avoir rencontré un gars, qui est parti quelques jours après mon arrivée, qui bossait comme temporaire dans cet atelier depuis 6 mois.

J.L.B., Nyons



JACQUES MARTIN
TROUVE DELFEIL
DE TON TRÈS
LAID.



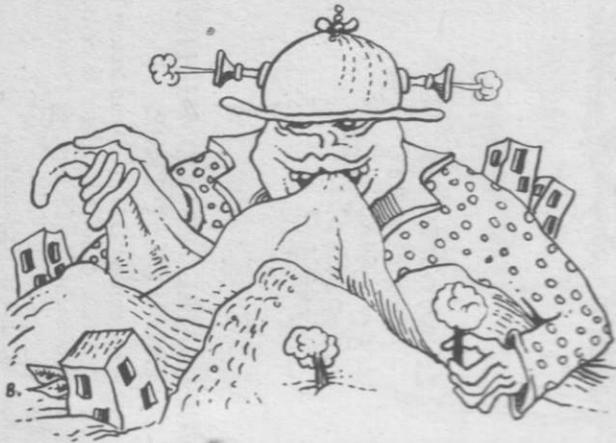
LE PETIT CAFARD

(Pour ceux qui regardent la télé le dimanche seulement ; les autres, cherchez pas à savoir, c'est une petite, petite histoire plutôt minable)

Jacques Martin, c'était un copain : on est lyonnais et gourmands tous les deux, ça crée des liens. Delfeil de Ton c'est... pas un copain, non. C'est quelqu'un que j'estime profondément : pour son combat constant contre la et les censures, par exemple. Alors excuse-moi, Jacques, mais ton petit numéro crapuleux, menteur (de basse vengeance contre Delfeil critique de cinéma, non ?) dimanche dernier, ça m'est resté dans le nez. Faut que j'éternue.

De toute façon, tu sais, les « gauchistes de chez Hermès », ça se serre les coudes : attaques-en un, les autres se sentent visés. J'en suis. Pas pour Hermès où je crois bien n'avoir jamais mis les pieds. Mais parce que je me permets d'avoir des « idées », et des idées genre révolutionnaires, sans avoir la grâce d'être prolo. Ça plaît pas à droite, ça. A droite, du point de vue d'où tu nous considères, on préfère que chacun reste à sa place, ainsi les troupeaux prolétariens sont bien gardés, pas vrai ? Passons. J'ai envie de te dire un truc, Jacques, rien qu'un. Pour tes autres mensonges et mesquineries, j'espère que d'autres, ailleurs, te répondront mieux. Voilà : le fait que tu aies cru devoir faire semblant de t'indigner de l'emploi, par Delfeil de Ton, du mot « pute » dans Libération, prouve simplement que tu n'as rien compris, ni au combat des femmes que tu prétends protéger, ni à la force corrosive, démonstrative, dénonciatrice, de l'humour Hara-Kiri que tu prétendais si fort aimer ces dernières semaines quand tu en espérais un bénéfice personnel.

Isabelle



CHRONIQUE DU TERRAIN VAGUE

Une gueule invisible (Celle de l'Aménagement de la Côte Aquitaine, et de qui s'en défend)

DE temps à autre il faut bien revenir à « l'écologie » (excusez les guillemets, mais l'homme n'est malheureusement pas un simple lemming). Ce n'est qu'un chapitre de la grande saga, mais c'est quand même le bon bout, et si on le tire avec soin, tout le reste du peloton devrait suivre. Le fauteur de cette chronique s'est donc brusquement décidé à parler de ce qui est sans doute la plus grosse opération de bouleversement de l'espace opérée en France : l'Aménagement de la Côte Aquitaine par la MIACA, et les résistances que celui-ci entraîne ou non. Le soussigné s'est souvent reproché de ne pas tenir suffisamment la G.O. au courant - mais ce qui a été fait l'a été sur le terrain. Comme depuis quelque temps le silence règne (la propagande sur « l'Aquitaine à Paris » n'étant que tam tam pour assourdir), c'est de celui-ci qu'il faut d'abord parler. Ce n'est que dans les chroniques suivantes qu'on verra les nouvelles du front.

Au mois d'août la G.O. a publié une carte sommaire des côtes du Sud Ouest, il n'y avait qu'un oubli, mais de taille : leur aménagement par la Mission. Pourtant transformer plus de trois cents kilomètres de côtes forestières, océaniques ou lacustres en banlieue, c'est une fameuse pollution. Un pareil oubli dans un hebdo consacré à ces questions est un acte manqué au sens freudien du terme, il signale un obstacle caché qu'il importe de mettre au jour. Il illustre la difficulté qu'il y a à faire passer certains problèmes dans l'opinion - j'irai jusqu'à dire à se les avouer à soi-même. On peut le gueuler et le répéter, on passe pour un con, et si l'on agit, cette action reste invisible comme si elle avait lieu dans l'autre monde. Jusqu'au jour où la société - je ne dis pas le régime - donne le feu vert, et où les divers médias font de l'impensable réalité, puisqu'on en parle à la télé.

Ce passage au public - fait en partie pour la critique des centrales nucléaires - reste à faire pour ce qui est des grandes opérations d'aménagement. Une récente enquête d'opinion montre que le public s'obstine à prendre l'aménagement de la Côte Aquitaine pour une entreprise de protection et de socialisation de la nature contre l'invasion du littoral par les particuliers et les promoteurs, alors que toutes les actions de la MIACA démontrent le contraire. Pourquoi, en dépit de quelques succès, l'action du Comité de Défense de la Côte Aquitaine n'arrive-t-elle guère à dépasser le mur du son ? - Pour plusieurs raisons, qui ne concernent pas seulement ce comité (pour faire sérieux, dites le CODECOA), mais tous ceux qui se multiplient en France. Peut-être que trois ans d'efforts, plus ou moins fructueux pour mettre en train l'opinion girondine landaise ou basque pourra leur être utile.

LA première raison c'est l'inertie du public local. Il ne réagit guère contre un bouleversement qui menace son existence concrète : le Bengla Desh, ça oui je l'ai vu à la télé, mais mon patelin de Souillac... Autant il est prêt à voir la Vérité politique descendre

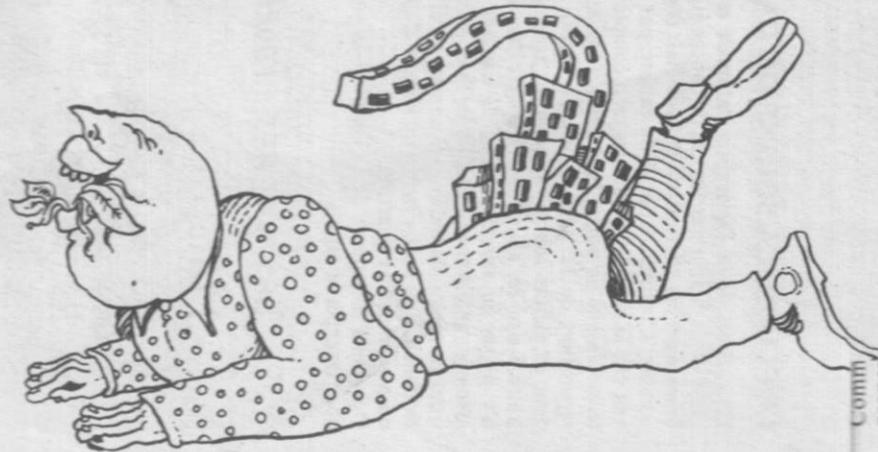
d'un ciel blanc, bleu ou rouge, autant vous l'emmerdez si vous lui demandez de s'occuper du toit qui va lui tomber sur la gueule. Foutez moi la paix, je roupille. Cette fichue Cassandre qui m'emmerde n'aurait-elle pas inventé la chute de Troie ? Ces écologistes qui nous parlent de la pollution du Bassin d'Arcachon, ce sont les pollueurs qui vont nous empêcher de vendre nos huitres ; ce sont eux qui au Verdon font dégringoler la valeur de nos villas en parlant des retombées de l'industrialisation. En s'opposant à l'aménagement de la forêt de Lacanau, ces salauds là vont m'empêcher de m'offrir la bagnole qui me permettra d'aller chasser la bécasse sur le parking de l'Aubère. Au départ M. J. Monod, ou son successeur Essig, peut compter sur le néolithique local encadré par ses élus. Ceux-ci sont les inconditionnels du développement - du moins tant que les bulls ne sont pas là. Pensez, l'Aménagement ce n'est rien moins que mon fric, ma carrière, donc des emplois pour mes électeurs. Pour peu que M. le Maire soit intéressé, comme il a d'autres chats à fouetter qu'à méditer sur les schémas de la MIACA, le voici enthousiasmé à l'annonce des 7000 lits qu'on lui annonce au bord du lac d'Hourten pour protéger ses rives. Il en réclamera 14000, car c'est deux fois plus beau, ce qui va permettre à la Mission de se poser en défenseur

aujourd'hui ça se fabrique. Il est d'abord fait de béton : du silencieux travail des divers techniciens, ingénieurs de l'Équipement, bureaux d'architectes, administrateurs et banquiers.

Ça c'est la technique, à moins qu'un malintentionné ne s'empare d'un document top secret, dont le public ne peut rien savoir. Et la peinture rose ou verte qui camoufle le ciment plutôt grisâtre est projetée par une horde de spécialistes des public-relations : directeur de la Mission en disponibilité qu'on charge de ce boulot, faute de mieux, hôtesse d'accueil, réanimateurs culturels, etc, etc, tous fort bien payés (c'est normal, la place est instable). Ici pas besoin de compétence, la couleur des jupes ou des cravates, le bagoût en tiennent lieu.

Et si vous voulez rire, renoncez aux idées générales et posez leur des questions précises en vous référant aux plans officiels. Mais si vous arrivez péniblement à les faire passer dans la presse, ne vous attendez pas à une réponse.

Imperturbable, la Mission poursuivra son monologue écologique (nous défendons la nature contre l'urbanisation sauvage). Pourquoi tiendrait-elle compte des roquets qui lui demandent pourquoi toutes ses premières opérations, à Hossegor, à Lacanau, et bientôt à Pi-queyrot et à Claouey, consistent à bétonner les rives de la mer ou des lacs ? Elle a raison,



de la nature. N'essayez pas de persuader le petit notable local que lui et ses électeurs, trop médiocres personnages pour un si gros gâteau, vont être les dindons de la farce ; ne comptez pas sur les élus et les partis qu'ils représentent pour poser ce genre de problème, le sort de votre jardin ne compte pas pour ceux qui ont en tête l'avenir de la France, ou du Monde. Mais si par hasard l'évidence fait son chemin et que l'opinion locale se réveille au bruit des scrapers, attendez vous à ce que M. le député prenne la tête de la résistance.

Ce n'est pas le Comité de Défense de la Côte Aquitaine qui s'en plaindra, sa tâche c'est de rompre le silence, et déclencher s'il se peut l'avalanche. Ce n'est qu'un promoteur, au sens le plus strict du terme.

MAIS encore faut-il que le public soit informé, le bouche à oreille ne suffisant pas. Or le mur de silence au-

le silence ou le bruit est le meilleur des moyens, quand on a accès comme on veut Presse et à la télé nationales. Un Com Défense de la Côte Aquitaine artisanal e argent peut s'époumonner à rappeler en même dans un grand journal local, de dences, on les ignore. Et si les faits, con Moliets ou pour le canal transaquitain, à renoncer à de coûteuses études, l'on s buera le mérite de ce demi tour. D'aille presse, il ne faut pas trop y compter. C encore pour la chronique locale que les tés de défense locaux peuvent utiliser, plus l'on s'élève dans la hiérarchie journ que, plus c'est coton. Cela se comprend, vous attaquez aux mythes et aux in d'une société, et vous lui demandez d'en mer le public. Mais comment faire ment ? Ce serait différent s'il y avait plu journaux, on pourrait jouer de l'un c l'autre. Or dans notre région ce n'est j

cas, comme ailleurs il n'y a qu'un grand quotidien : « Sud Ouest », qui a éliminé ou absorbé ses concurrents. Même pas moyen de s'adresser à « La Dépêche » de Toulouse, ces deux journaux ont signé un accord qui leur interdit de s'attaquer à la chasse gardée du voisin. Ainsi la Presse est libre, mais il y a monopole de fait. Et l'on comprend que le premier soin du préfet ou d'un grand entrepreneur soit d'assurer des relations cordiales avec la seule Presse qui existe afin de contrôler l'opinion. Sur certains sujets tabous, touchant à des opérations essentielles pour les trusts et la préfecture, il faut attendre des mois ou des années avant de passer une tribune libre.

Et encore, pour « Sud Ouest » et la télé régionale, exceptionnellement cela se peut. Mais c'est bien pire au niveau national - n'était-ce une partie de la presse « écologique » qui n'informe que des convertis d'avance. Le monopole de la Presse c'est celui des professionnels, ils n'aiment guère que d'autres s'en mêlent, cela se comprend c'est leur job. Aussi quand « Le Monde » voudra informer sur le Pays Basque il s'adressera au confrère, c'est à dire au correspondant local de « Sud Ouest », et il en sera de même partout. Guère moyen de faire passer directement une information, elle sera obligatoirement contrôlée par le responsable de la rubrique, à qui elle servira de matière première pour un article. Il ne connaît pas la question ? Il n'est pas sur place ? Peu importe, il a la main sur le robinet, il pourra filtrer l'information et lui donner la forme qui convient à son journal. C'est ainsi que, tant que l'infection ne fait que couvrir, on peut la cantonner dans un secteur où elle reste inoffensive. Il est vrai qu'en assurant de bonnes relations avec les représentants des médias, on peut parfois arriver à se faire entendre ; un bon président de comité de défense devrait s'y consacrer. Même si par ailleurs il ne défend rien, l'affaire prendra corps pour le public.

Comme
propos
un peu
gamins
aller p
puis G
tre.
Michel
Il ramè
dans le
watts p
C.E.A.
res irat
la pétre
vont b
nous.)

Le différenciation entre capitalisme et productivisme.

La démarche du Mouvement écologique est dans politique. Le Mouvement écologique ne peut être politique, si être politique signifie s'inscrire dans le jeu des partis politiques constitués pour la prise du pouvoir d'État.

Mais le Mouvement écologique est politique dans la mesure où il aborde l'ensemble des problèmes de société, où par exemple, on ne peut refuser les centrales nucléaires sans proposer autre chose et dans sans avoir quel est le type de société auquel telle nouvelle technologie.

Cette démarche comporte à la fois la lutte systématique contre le capitalisme et contre le productivisme, ainsi que la recherche de toutes les occasions pour approfondir et confronter sur le plan théorique et dans la pratique nos exigences écologiques avec les programmes et les actions des mouvements se réclamant du socialisme autogestionnaire.

LE SYNDICALISTE ECLAIRÉ

Ne risque-t-il pas de ressembler au despote éclairé du siècle des lumières ?

Il se passe toujours quelque chose aux débats organisés par l'UD-CFDT 94, à Créteil. On ne perd jamais son temps en y allant. D'abord parce que le choix des thèmes n'est pas banal, ce n'est pas du syndicalisme ronronnant. Ensuite parce que les animateurs ont un grand respect de leurs invités, ceux de la tribune comme ceux de la salle. Bravo et merci, les gars, d'être ce que vous êtes, de provoquer ce

qu'on appelle un « lieu ». C'est en toute amitié, en toute reconnaissance pour votre action, croyez-le bien, que je vais me permettre, dans ce « lieu » que tente d'être, aussi, la « Gueule Ouverte », d'expliquer pourquoi j'ai pu passer, comme quelques autres intervenants, pour une semeuse de merde à votre débat « Science et Auto-gestion » de jeudi dernier.

UN PIÈGE DORÉ

Il faut choisir : un truc avec des gens sur une tribune et d'autres en dessous dans une salle, ou bien c'est une conférence, ou bien c'est un débat. Si c'est un débat, il faut donner un sens à ce mot et le lui garder.

Il y a, on a pu le constater jeudi, au moins trois sortes de clampins, dans l'assistance : le public-public, venu là en toute bonne volonté pour apprendre quelque chose. Celui-là est tout ouvert, que la chose à apprendre vienne de la tribune ou de la salle. Si une intervention lui déplaît, il protestera d'un murmure. A l'inverse, il applaudit pour marquer son adhésion à ce qui vient d'être dit. Il n'est pas venu là pour parler mais pour écouter.

Ensuite, il y a le public averti : ceux qui ont déjà eu l'occasion de réfléchir sur le thème du débat, qui connaissent plus ou moins les idées des invités à la tribune et qui voudraient, égoïstement, que le dialogue du jour aille au-delà de ces idées, dans un sens critique : ça, c'est nous, les semeurs de merde, venus réellement pour débattre, au vrai sens du terme.



Et puis il y a une troisième catégorie : les parties prenantes. Copains des organisateurs, peut-être organisateurs eux-mêmes, mais non assis à la tribune, ils sont nerveux comme une maîtresse de maison qui veut surtout que ça marche, que ça ronrone, que la soirée soit réussie : contrairement à leurs désirs, ce sont ceux-là, en essayant de ramener le pseudo-débat aux limites prévues (à savoir : des spécialistes répondront aimablement aux quelques questions polies de la salle éblouie) qui entretiennent et développent, finalement, un certain climat d'agressivité et la question n'est pas là. La question est : dans ces conditions, que signifie le mot « débat » ? N'y a-t-il pas, dans l'emploi de ce terme, une certaine démagogie dont les effets, pour être contrôlés, demandent des animateurs de séance assez costauds en dynamique de groupe ?

C'est qu'il marche peut-être encore sur les gamins des écoles primaires, le joli piège de la pédagogie non-directive, mais sur des adultes avertis, c'est plus dur. Il consiste, on le sait, à placer l'élève (ici le public) dans une situation de désir curieux telle que, de lui-même, par ses questions et ses recher-

ches, il découvrira la chose à apprendre sans avoir l'impression qu'on lui a imposé quoi que ce soit. Ainsi, les programmes scolaires sont respectés et l'apparente liberté de l'élève aussi. Plus besoin du vilain cours magistral, vive le progrès et l'expression spontanée.

Jeudi soir, au grand dam de certains, le programme scolaire n'a pas été respecté : aucune pertinente question de la salle n'a permis au brillant professeur Henri Laborit de développer ses idées sur l'organisation idyllique du meilleur des mondes à la lumière de la biologie contrôlée.

Si le but c'était ça : un exposé de Laborit complété (on voit trop comment et ce n'est pas un des moindres mérites de la soirée de l'avoir mis en évidence) par un exposé d'Edmond Maire, alors, il fallait être honnête et parler d'une conférence suivie de questions. Mettez-vous bien dans la tête que c'est de plus en plus dur, de manipuler les foules, surtout quand il y a des lecteurs de la « Gueule Ouverte » dans le lot.

QUELLE SCIENCE ?

Autre chose : pour ne pas entuber les gens, pour que le débat démarre bien, il faut soigneusement choisir, aussi, les termes du programme par rapport aux parleurs en présence. « Science et autogestion ». Quelle ambiguïté ! Et quelle personnalisation de termes généraux. Admettons qu'Edmond Maire, s'il respecte sa fonction, au nom des masses laborieuses qu'il représente et avec qui on espère qu'il reste en contact permanent, soit habilité à parler d'autogestion. Admettons pour le moment, on reparlera tout à l'heure de cette notion d'autogestion. Mais Henri Laborit ? C'est « la Science », Henri Laborit ?

Ça existe, « la Science » ? Quelle Science ? Une vague entité, qui engloberait tout savoir, toute technique découlant de ce savoir, et qui serait tout uniment respectable et respectée ? Vous ne voyez pas d'un premier regard combien c'est dangereux, ce vague, cette préalable acceptation totale et inconditionnelle ?

Henri Laborit a le droit de parler de ses propres travaux en biologie, en agressologie. De ce qu'il a observé, découvert, inventé, sans omettre les applications immédiates de ses découvertes, même et surtout les plus graves, celles qui ont été récupérées par la société du fric et du flic dans un sens très éloigné de ce qui pourrait ressembler à l'autogestion. Et c'est tout.

Exposant ainsi ses travaux, il doit s'attendre à être critiqué, remis en cause, dépassé même, disons pour simplifier dans sa philosophie, par le public qu'il croyait avoir à enseigner. Et il doit faire face, accepter la critique, répondre, évoluer lui-même. Sinon, si on refuse de regarder d'un œil critique ses connaissances et sa foi, il faut rester dans son petit labo, papa, et renoncer à se façonner une bonne conscience en étant celui qui, certes, a lancé sur le marché des produits dangereux pour la liberté de l'individu, mais qui s'est racheté en tenant le peuple au courant pour qu'il puisse, le peuple,

« s'emparer de la science ». Comme si c'était possible, face aux puissances du fric, aux laboratoires, aux industries, laissez-moi rire ! Tu serais sincère si tu ne donnais d'abord rien à ceux-là, si tu livrais tout, tout de suite au peuple ! Pas seulement les miettes de ton savoir qui peuvent en rester



après la vente ! C'est que le coup du pur repentir du savant fou, ça ne marche plus trop, tu devrais le savoir, Laborit, y a eu des précédents illustres : Oppenheimer, Einstein, ils étaient très bien aussi, dans leur numéro de mea-culpa et de militantisme pour la paix...

Il faudra reparler du cas Laborit, je conçois que ça doit être déroutant de me voir le combattre après en avoir été une traductrice enthousiaste cet été. Rien n'est simple, comme dit l'autre.

AUTOGÉRER QUOI ?

Quant à cette fameuse autogestion, je me trompe peut-être, mais ça me paraît une atrape couillons de première bourre ! Pourquoi ? Mais parce qu'on pose les questions dans le mauvais sens, tout simplement !

On prend des individus exploités, ayant perdu le sens des réalités, le contact avec la vie, dans une situation économique merdique au milieu d'un contexte écologique aberrant, et on parle, en plein dans ce chaos, sans essayer de voir d'abord si on peut en sortir, s'il y a d'autres solutions, d'autres modes de vie, on parle d'autogestion ! D'autogestion planifiée, qui plus est ! Et éclairée par « la science », partie prenante du chaos !

Mais qu'est-ce que ça signifie ? Qu'est-ce que vous voulez autogérer, mes braves ? Votre exploitation ? Votre exploitation rendue plus souriante, plus agréable, plus lubrifiée grâce à la vaseline apportée par les « sciences biologiques et du comportement » ? Ça marche déjà très fort, ça, en Amérique. Comment ils s'appellent, déjà, les deux célèbres psychologues, Lewin et quelque chose, non ? Vous savez, ceux dont les recherches sur le « champ psychologique » ont eu de si belles répercussions sur la bonne marche des industries capitalistes, en leur permettant de n'exploiter le matériau humain que dans les limites supportables par celui-ci, en utilisant au mieux toutes ses tendances au commandement, au

changement et tout ça. Ça donne un sacré rendement et ça limite efficacement grèves et révoltes.

Ça ne ressemblerait pas un peu à ça, par hasard, votre autogestion planifiée à la lumière de la science et à la poursuite du progrès, de ce qu'un certain type de société (dont vous oubliez de remettre en cause les bases fondamentales, vous contentant de l'espoir dans un changement de pouvoir) vous a appris à considérer comme le progrès ? Dans l'ordre, la discipline et la bonne santé, ça ne vous rappelle rien ?

Tant que vous mépriserez le marginalisme et sa recherche de vie, vous vous foutrez de la gueule du peuple en parlant d'autogestion ou de quelqu'autre néologisme que vous inventerez pour dorer la pilule d'un pouvoir aimable. Et puis quand bien même vous seriez honnêtes, tous les Edmond Maire, ce n'est pas être révolutionnaire que de souhaiter gérer soi-même la hideuse société moderne, c'est du petit réformisme de surface. La révolution, c'est tout d'abord le refus, la recherche d'autre chose, puis le redémarrage dans une tout autre direction.

Comment la trouver, cette direction ? Sûrement pas en demandant à des spécialistes de venir enseigner les foules. C'est utile, ça, bien sûr, mais c'est tellement dangereux, si ça reste à sens unique ! La Science, les scientifiques, on les sonnera quand on aura besoin d'eux, c'est-à-dire quand on saura comment et pourquoi on veut vivre. Qu'ils ne se fassent pas de souci : on en aura besoin, grand besoin...



Mais pour découvrir l'avenir, ne le cherchez pas dans le marc de café des laboratoires. Tendez plutôt l'oreille vers les cris du peuple. Ne l'écoutez pas dans ses instances, le peuple, ni sur les lieux de son exploitation. Ecoutez-le chez lui, dans sa chair, dans ses sentiments, ses désirs profonds, ses rêves et ses passions. Ecoutez les femmes, les enfants. Ecoutez-vous.

Isabelle

Dessins de Cabu

L'AMIANTE A JUSSIEU : UN ASSASSIN A RETARDEMENT



Jussieu :
Les poutrelles sous les faux plafonds.

L'AMIANTE est un minéral connu depuis très longtemps pour ses propriétés : il conduit très mal la chaleur et l'électricité, résiste aux acides, à l'usure et aux frictions bien mieux que l'acier, bref il a tout pour plaire. Comme il est très fibreux, on l'a longtemps utilisé pour tisser les linceuls dans lesquels on mettait les corps à incinérer. Si certains creusent leur tombe avec leurs dents, ceux ou celles qui filaient cette laine de pierre s'offraient fort probablement un cancer à retardement.

Mais il n'y avait pas alors de microscopes électroniques pour confondre le coupable. Par contre, à Jussieu, centre universitaire de Paris VI et VII, c'est pas ce qui manque. Même qu'il a fallu déménager au Collège de France une partie des laboratoires de physique nucléaire de monsieur Froissart parce que chaque fois qu'une porte claquait dans une pièce, on ne voyait plus que de la poussière à travers le microscope. Poussière d'amiante. Dans un autre coin de la fac, au rayon Environnement, des chercheurs étudiaient par hasard les problèmes de l'amiante. Après avoir constaté qu'ils travaillaient vraiment sur le terrain, ils alertèrent un peu tout le monde, et surtout l'intersyndicale CFDT - CGT-FEN du personnel de la fac. Un laboratoire de la Préfecture de Paris vint mesurer l'air ambiant dans plusieurs parties de l'université. Résultats : **Jussieu présente les taux de concentration en amiante les plus élevés de tous ceux rencontrés à ce jour en milieu urbain.** Dans certaines pièces des rez-de-chaussée, la concentration est plus élevée que dans une usine d'amiante !

L'amiante, on ne la voyait pas tellement, en dehors des labos. Jussieu est une immense structure métallique. Fallait choisir : ou le béton ou l'acier. Chacun a ses avantages et ses inconvénients. En cas d'incendie, les poutrelles d'acier se déformeraient rapidement et tout s'écroulerait. Aussi par mesure de sécurité, on a isolé la plupart de ces poutrelles en les enrobant d'amiante pulvérisée sur deux ou trois centimètres d'épaisseur. Ça s'appelle le

« flocage ». Serait-ce vraiment efficace ? Ce n'est même pas certain. Ensuite, on a mis des faux plafonds perforés laissant passer l'air chaud qui circule dans l'espace ainsi aménagé. Très pratique. Les femmes de ménage n'ont plus qu'à balayer les poussières d'amiante qui tombent de ces plafonds perforés sur les planchers bien lisses. Poussière vole ! Dans la tour 46 par exemple (que je connais bien pour y passer plusieurs heures par semaine), une lamelle de plafond a été retirée dans toutes les pièces du premier étage. L'amiante est là, sur nos têtes penchées et à portée de main dans les placards ouverts des couloirs. Par terre, une fine poussière blanchâtre. Le moindre courant d'air fait voler des millions de fibrilles microscopiques d'amiante. L'air pulsé en permanence dans les gaines de chauffage accélère le processus de dégradation du flocage, et l'amiante se baladant au gré des vents finit par se retrouver un peu partout.

Quand on sait qu'un **travailleur de l'amiante sur sept meurt d'un cancer du poumon**, on imagine la panique à Jussieu. Eh bien non, pas du tout. Du moins dans les sphères officielles. L'intersyndicale des personnels de Jussieu multiplie les démarches auprès de la direction, les réunions publiques d'information et brandit la menace de grèves si rien n'est fait rapidement. Pour le personnel travaillant dans les rez-de-chaussée, où l'amiante est floquée à nu sur les plafonds (il n'y a pas de faux plafonds), les risques de contamina-

tion sont les mêmes que ceux des ouvriers d'une usine. Or l'asbestose est une maladie professionnelle connue (l'asbeste est l'autre nom de l'amiante), surtout grâce aux mineurs canadiens - le Canada est le premier pays producteur d'amiante, plus de deux millions de tonnes par an - qui déclenchèrent un formidable mouvement de grèves en 1949. L'actuel premier ministre Trudeau a démarré là-dessus sa carrière politique. Il fut même le co-rédacteur d'un livre sur le problème. En France, la législation du travail admet l'asbestose comme maladie professionnelle. Mais pas les cancers et les pleurésies. C'est la même histoire que pour la silicose. Les recherches sur la pollution par l'amiante sont trop largement financées par les industriels de l'amiante. Les mineurs, les fileurs, les projecteurs d'amiante, qui manipulent l'asbeste à l'état pur, en avalent de grandes quantités, ce qui provoque une sorte de fibrose pulmonaire semblable à la silicose. **Une fibre inhalée ne s'élimine pas.** Elle attend les suivantes pour tisser un réseau qui gêne la respiration, jusqu'à ce que mort s'en suive.

On pensait que seules les longes étaient coupables. Il fallut attendre les microscopes électroniques pour des fibrilles de moins de 5 micromètres, les poumons des victimes. Ce vert rend caducs un certain travaux scientifiques antérieurs, cependant, les défenseurs cuités de l'amiante continuent à

(Voir « Le Monde » du 12 novembre, où à la rubrique « Sciences et Techniques », l'amiante est présentée comme un matériau à surveiller, encore que... Et « Le Monde » du 18 novembre, mais à la rubrique « Education », où un petit article fait écho à la situation particulière de Jussieu vue du côté du personnel).

On sait que l'amiante est cancérigène, mais on ignore à partir de quelle dose. Des spécialistes américains, les professeurs Selikoff et Nicholson, ont donné récemment des conférences à Jussieu. Ils ont démontré que des fibres de moins de cinq microns pouvaient très bien provoquer des pleurésies et des cancers de la plèvre (mésothéliome). Cette forme de cancer est absolument inopérable, même si on la décèle très tôt. D'autre part, l'amiante agit comme un facteur cancérigène de plus en présence d'autres éléments cancérigènes. Particulièrement dans le cas du cancer du poumon. Si vous fumez une cigarette en respirant l'air sain des placards de Jussieu, il vous restera à peine 10 % de chances d'échapper au cancer dans vingt ans. D'ici là, bien sûr, vous

TEMPS, LES
PLUVES DE
SUIE LES
RAVAGENT



Après une enquête de plusieurs mois, les « Go-Freaks », 4ème section de l'Internationale cinex, sont enfin en mesure de révéler à tous les utilisateurs du Super marché culturel Ju plan machiavélique mis au point par le Grand Capital pour les éliminer physiquement l'architecture de ce bazar scientifique semblait pouvoir suffire à nous faire crever de dé mais la découverte récente et la présence massive d'amiante sur les barreaux de la prison voir apportent un éclairage nouveau sur les véritables buts poursuivis par le Pouvoir. Il plus ni moins d'assassiner les individus sociaux qui exposent imprudemment leurs pe au rayonnement cancérigène des couloirs de Jussieu.

Le mal semble pour l'instant localisé dans les plafonds et dans les placards mais il gagne rain de jour en jour, une commission d'enquête du FBI ayant récemment opéré à Jussieu retrouvé des traces d'amiante dans les cerveaux ramollis de quelques unes de nos haut sonnalités universitaires. Par ailleurs, des nouvelles dramatiques nous parviennent des hôpitaux parisiens où on enregistre un nombre croissant de victimes de l'amiante en nance de Jussieu et de sa périphérie. Face à cette situation inquiétante, les mesures de proposées à ce jour apparaissent dans leur insuffisance aveuglante. La mesure qui consisterait, par exemple, à interdire le travail dans les rez de chaussée de la Fac semble ne tenir aucun compte des niveaux réels de pollution observés aux autres étages, soumis bien plus que les rez de chaussée aux courants d'air et au terrorisme idéologique des marchands de diplômes.

En conséquence, les Go-Freaks appellent à un boycott général des locaux universitaires et à une mise en quarantaine des individus déjà touchés, exil temporaire qui devrait se dérouler dans les meilleures conditions de confort et de bien-être pour les intéressés. Ils demandent également l'obtention d'une pension d'invalidité pour toutes les victimes potentielles de ce fléau, c'est-à-dire l'ensemble du personnel étudiant, enseignant, administratif et technique de la Faculté. Dans l'immédiat l'ensemble des activités de recherche et d'enseignement pourrait être transféré dans les locaux du Who's Bar, sans grand dommage pour elles.

A l'heure où certains groupes demandent des crédits pour améliorer les dispositifs d'intoxication existant à tous les étages de la Faculté, nous, Go-Freaks, demandons des pioches pour nous attaquer à la Tour Centrale, source de pollution omniprésente et refuge des sommeils bureaucratiques des présidents d'université.

**NON A L'AMIANTE DES MASSES
BOYCOTT GENERAL DES LOCAUX EMPOISONNES
LONGUE VIE AUX CULTIVATEURS DE MARIJUANA DE LEVALLOIS-PERRET**

Go-Freaks

Ce tract n'est que le premier d'une longue (1) série destinée à préciser les buts véritables de notre action : pour une redécouverte de l'espace-temps pour une analyse de classes de la dualité onde-corpuscule.

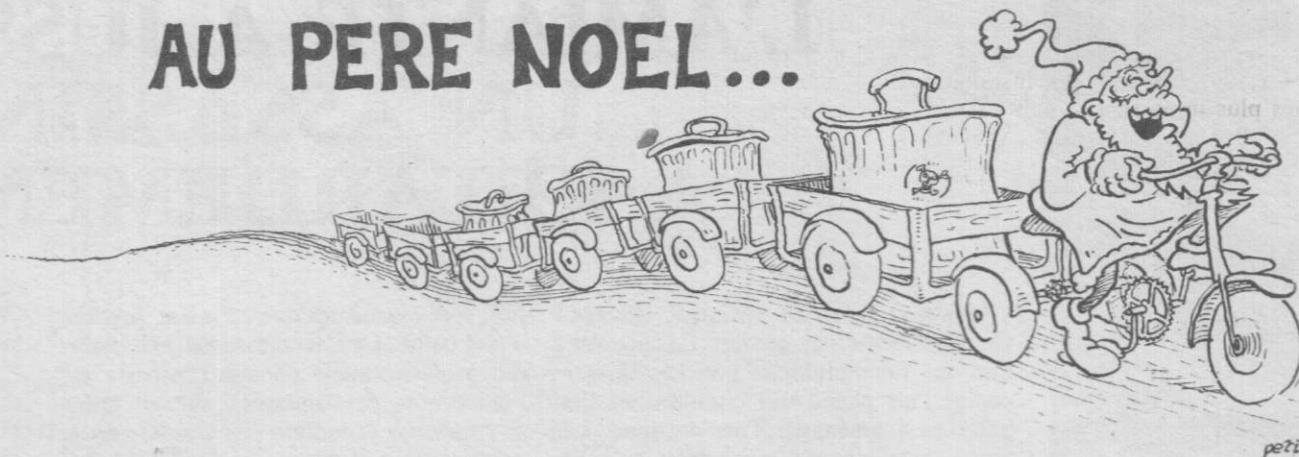
cherche sur la pollution.

En fait, le problème de l'amiante déborde largement le cadre de Jussieu. On utilise largement l'amiante dans l'ignifugation et l'isolation thermique de bibliothèques, piscines, hôpitaux, H.L.M., églises et prisons. Les passants sont aussi exposés que ceux qui sont à l'intérieur des bâtiments. Et l'amiante volage se trouve encore dans les filtres alimentaires utilisés dans l'industrie de la bière, du vin et même dans les préparations pharmaceutiques. Les fibrilles voyagent très bien dans les liquides et sont, encore une fois, au rendez-vous de nos poumons.

Danielle

Pour en savoir plus, lire les n° 25 et 54 de la G.O.

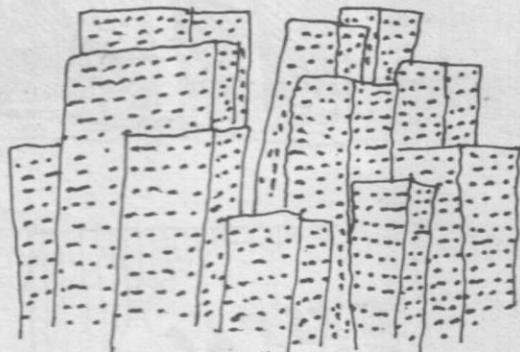
DECHETS: DEMANDEZ VOTRE POUBELLE AU PERE NOEL...



petit-roulet

Le bluff nucléaire et ses fissures

- **Vingt cinq arrêts en trois mois pour les cinq réacteurs en fonctionnement en Suède.** C'est l'Inspection Suédoise des Installations Nucléaires elle-même qui l'avoue. Ces réacteurs ont été indisponibles la moitié du temps. Nul doute que cela fera réfléchir les scientifiques et techniciens de ce pays qui viennent de prendre position pour un programme nucléaire sans complexes.
- **Le programme nucléaire britannique a doublé depuis son lancement, en prix bien entendu.** Les quatre centrales AGR, qui devaient être équipées chacune de deux tranches de la taille des 600 MWe, devaient revenir à 418 millions de livres. Selon les dernières estimations du Central Electricity Generating Board, il s'agit maintenant de plus de 880 millions de livres. Par ailleurs, le retard dans la réalisation du programme est très impor-



Plus les villes sont inhumaines et plus il y a de chiens. C'est le bétail qu'on va promener pour marcher sur un cané de terre

tant : aucune des quatre centrales n'est encore achevée, alors qu'il était prévu de mettre en fonctionnement la première en 1971 et la dernière en 1977.

L'unité la plus avancée actuellement est celle d'Hinkley Point B, dans le Somerset, qui devait commencer à produire de l'électricité au printemps prochain et alimenter le réseau six mois plus tard. En 1966, cette centrale était censée revenir à quelque 95 millions de livres et sa date de mise en fonctionnement était programmée pour 1973. Aux dernières estimations, cette unité reviendra à 140 millions de livres et sera la moins chère des quatre. La centrale Dungeness B, après beaucoup de malheurs (défauts d'isolation du réacteur), ne sera pas mise en fonctionnement avant 1978 et reviendra à 280 millions de livres (au lieu des 89 prévus). Hartlepool, dont le coût était chiffré à 92 millions de livres en 1968 et dont la mise en fonctionnement était prévue pour 1974, reviendra à 220 millions et ne sera pas prête avant la fin de 1978. Quant à Heysham, qui devait revenir à 141 millions de livres, son coût devrait certaine-

ment s'établir aux environs de 240 millions et sa mise en production, prévue pour 1976, n'aura pas lieu avant 1979.

- **Vigiles armés pour les installations nucléaires britanniques.** Le ministère britannique de l'intérieur a confirmé que les gardes employés par l'UKAEA (United Kingdom Atomic Energy Authority - le CEA anglais) pour surveiller ses installations, étaient entraînés à l'usage des armes à la suite d'un accord survenu entre le gouvernement et la police. Les autorités britanniques précisent que la décision d'armer les vigiles a été prise pour répondre à l'éventualité d'une attaque de commandos.
- **De la difficulté d'une politique énergétique communautaire.** Le 3 novembre, à Bruxelles, M. Simonet, vice président de la Commission européenne de l'énergie, s'est laissé aller à des propos... pessimistes.

« Le handicap principal de l'Europe » réside dans le contraste qu'il y a entre la « modicité de ses réserves et de sa production » et « ses besoins de grande puissance industrielle ». La solution réside dans un effort nucléaire accru ainsi que dans une limitation et une diversification des importations pétrolières. En attendant l'an 2000 et les nouvelles sources d'énergie, le nucléaire permettra de « maintenir le développement économique et social de l'Europe ». (1) Le développement du nucléaire jusqu'à 13-16% des besoins en 1985 et 50% en l'an 2000 pose certes de « difficiles problèmes, mais aucun ne paraît insurmontable pour autant que les actions nécessaires soient entreprises à temps et menées résolument ».

Ces actions concernent tout particulièrement le cycle du combustible. Simonet ne cache pas son inquiétude quant à la dépendance du vieux continent vis-à-vis de l'uranium enrichi étranger. La pénurie menace et il est « urgent » que de nouvelles usines soient lancées... Pour ce qui regarde l'uranium naturel, il est évident que les ressources européennes ne permettent pas de satisfaire les besoins. La commission n'a pas de réponse à cette question, sinon qu'il faut pratiquer une politique de diversification des fournisseurs et établir des « relations stables avec les producteurs ».

(d'ap. Enerpresse, 6 novembre 75)

(1) Lire « L'Europe impuissante à exister », de Stanley Hoffmann, dans Esprit de novembre 1975 (n°11).

EDF et les contraintes financières

- **EDF va tout mettre en œuvre pour accélérer la pénétration de l'électricité dans le secteur industriel :** le taux en devrait être de 70% à l'horizon 85, soit le double de ce qui est prévu par la commission Grégory pour l'ensemble de la consommation nationale d'énergie (Robert Robin, directeur adjoint de la distribution EDF dixit). Vendre davantage de KWh à l'industrie, mais à quel prix ? Rendant compte de l'exercice 1974, Boiteux avait fait état « d'anomalies flagrantes, profondes » dans les tarifs pratiqués en direction de l'industrie. Robin de son côté a fait état de la volonté de l'EDF d'aboutir à une tarification en rapport avec les prix de revient. C'est

aussi l'une des exigences du personnel, qui vient en tête du tract distribué à l'occasion de la journée d'action du 6 novembre des syndicats CGT et CFTD de l'EDF-GDF.

« N'est-il pas contradictoire d'espérer stimuler les ventes à l'industrie en voulant augmenter les tarifs ? La direction d'EDF ne le pense pas et souligne que l'électricité restera compétitive dans l'industrie même avec un petit « coup de pouce »... De toute façon, une correction, quelle qu'elle soit, sera la bienvenue et contribuera en même temps que les emprunts au financement du programme, c'est-à-dire tout particulièrement au nucléaire. A ce sujet, les syndicats s'inquiètent de la hausse des prix du constructeur, qu'ils chiffrent à 50% en deux ans. Précisons que les dernières estimations d'EDF tablent sur un coût de 1850 F le Kw installé au 1er janvier 1975 alors qu'on avait parlé primitivement de 1700 F à la même date. Il est donc raisonnable de penser que le Kw nucléaire revient aujourd'hui à environ 2000 F. »

(Enerpresse, 7 novembre 75)

- **Emprunt :** EDF a émis au pair, à partir du 10 novembre, un emprunt de 1700 millions de francs à 10,20% sur 15 ans.

La protection des installations nucléaires contre les actes de malveillance

Le texte qui suit est extrait du topo de J. Servant, secrétaire général du Comité Interministériel de la Sécurité Nucléaire, à la journée d'études de Lausanne (30 septembre 75).

Il concerne la situation en France.

« Les installations industrielles peuvent être exposées à divers actes de malveillance ou d'hostilité et font l'objet de mesures de protection adaptées à la nature de la menace et à l'importance des installations. »



Les installations nucléaires, on a pu le constater en France par des exemples récents, sont particulièrement exposées du fait de l'hostilité déclarée de certains mouvements ou organisations au « nucléaire » dans son ensemble et elles doivent être protégées à la mesure de l'importance de leur disponibilité pour le pays et des dangers potentiels qui sont liés soit aux installations elles-mêmes (pour les plus importantes) soit aux substances radioactives qu'elles contiennent. A ces menaces directes s'ajoutent bien entendu les menaces psychologiques qui leur sont liées ou menaces de chantage. L'ordonnance n°58-1371 du 29 décembre 1958 a prévu un ensemble de mesures destinées à renforcer la protection des « installations d'importance vitale » c'est-à-dire des établissements, installations et ouvrages « dont l'indisponibilité risquerait de diminuer d'une façon impor-

tante le potentiel de guerre ou économique, la sécurité ou la capacité de service de la nation » (art. 1er). Les installations sont désignées par le ministre des Armées ou par le ministre dont relève leur principale activité, c'est-à-dire pour les installations nucléaires industrielles par le ministre de l'Industrie et de la Recherche. Il est à peine besoin de souligner que toutes les centrales nucléaires et les grandes usines intéressant le cycle du combustible ont été désignées « installations d'importance vitale ». Cette désignation entraîne l'obligation pour les exploitants de coopérer à leurs frais à la protection de ces installations contre toute tentative de sabotage. Les mesures de protection sont prévues dans un plan de protection dressé par l'entreprise et approuvé par le Préfet. En outre, l'article 2 de l'ordonnance prévoit la possibilité pour les Préfets de faire appliquer les

mêmes dispositions à des établissements visés à l'article 1er de la loi du 19 décembre 1917 désignés par leurs soins, « quand la destruction ou l'avarie de certaines installations de ces établissements peuvent présenter un danger grave pour la population ». Tel est le cas de la plupart des installations nucléaires de quelque importance.

Les installations d'importance vitale et les installations assimilées ne sont d'ailleurs pas les seuls « points sensibles » qui font l'objet de mesures de protection : **il n'est pas question, bien entendu, d'en indiquer publiquement la liste ni de décrire les mesures de protection qui sont prises, en étroite liaison, par la puissance publique et par les chefs d'établissement eux-mêmes...**

Le « groupe de Londres » est actuellement à nouveau réuni pour faire le point sur le problème clef de ses préoccupations : le retraitement du combustible nucléaire.

Les journaux. (1)

LE retraitement – les puristes disent : traitement – des combustibles irradiés dans les réacteurs de puissance est le problème le plus actuel de l'industrie nucléaire. Il constitue le lieu « privilégié » de l'enjeu technico-politique des dix prochaines années.

Pour fixer les idées, il faut revenir – brièvement, car on a déjà beaucoup parlé de cette question dans ce journal (2) – sur cette étape de cycle du combustible qu'est le retraitement.

Quand on retire du réacteur les « barreaux » de combustible, il s'agit d'un mélange de cinq constituants principaux :

- de l'uranium, appauvri en uranium 235 par rapport au combustible neuf;
- du plutonium, provenant de l'activation de l'isotope 238 de l'uranium, sous forme d'un mélange d'isotopes 239, 240, 241, 242 et 238;
- de transuraniens (provenant de l'irradiation prolongée de l'uranium et du Plutonium), tels que Neptunium 237, Americium 241, Curium 242...
- de produits de fission, très nombreux (voir encadré)
- de métaux étrangers alliés au combustible ou en constituant la gaine, également radioactifs.

Le retraitement a pour but la séparation de ces différents composants, de façon à pouvoir en réutiliser certains (uranium, plutonium fissile; radioéléments utilisés pour leurs propriétés radioactives...) et à stocker ceux qui sont inutilisables, mais dont la radio-activité impose d'importantes précautions. Toutes les opérations intervenant dans le retraitement sont rendues extrêmement compliquées – et présentent un certain nombre de risques – par l'énorme radioactivité de l'uranium irradié... (3)

Or, on ne peut manquer d'être frappé par la place donnée, dans la presse spécialisée – et notamment dans des parutions comme « Nucléec » et « Enerpresse » –, depuis quelque six mois, au problème et à l'enjeu du retraitement. C'est ainsi que le second cité titrait, en date du 30 juillet dernier, un long commentaire : « L'industrie américaine milite pour le retraitement du combustible nucléaire ».

« Tandis que le Congrès des Etats-Unis, avant de se séparer pour les vacances parlementaires, tend de plus en plus à intégrer dans son propos sur le cycle du combustible la dimension du retraitement, à fins de recyclage, de ce qui a été « brûlé » dans les réacteurs, diverses études viennent d'être rendues publiques, qui sont toutes présentées comme une réponse à la proposition avancée par l'ERDA (Administration de la recherche et du développement énergétique) de différer de deux années le recyclage du plutonium dans les centrales, en vue notamment d'attendre que la question ait mûri du côté des garanties à donner aux défenseurs de l'environnement...

Trois des études en question, dues à des groupes de travail formés au sein de l'association des industriels, le Forum atomique, (...) arrivent à deux conclusions parallèles. La première, industrielle, est que le délai proposé par l'ERDA et articulé de manière pratique par la NCR (commission des règlements nucléaires) ne pourra qu'avoir des répercussions au plan de la disponibilité des licences, et ce alors même qu'un gros effort technique reste à faire. Le retard, et c'est la seconde conclusion, risque de jouer comme un dangereux accélérateur de tendances dans les tensions que l'on voit se profiler sur le cycle du combustible au niveau de la disponibilité en matières premières. Une des études calcule ainsi, par exemple, que si les électriciens ne sont pas à même de pouvoir utiliser à nouveau le combustible brûlé (uranium – appauvri, N.D.L.R.) ou libéré (plutonium) dans les cœurs de leurs réacteurs, il y aura des besoins accrus en combustibles en proportions telles que les répercussions financières risquent fort d'être graves. »

Voilà qui – à mon sens – pose fort clairement le problème de l'avenir de l'électro-nucléaire et, bien entendu, pas seulement Outre-Atlantique...

Dans un réacteur type PWR de 1100 MWe environ, chargé initialement de 90 tonnes d'uranium enrichi (à 2,5 – 3%), avec un taux de combustion moyen de 33000 MWj/t – et qui est déchargé d'un tiers du combustible chaque année, il est produit annuellement **300 kg de Plutonium** et :

	radioactivité 90 jours après déchargement
Tritium (période 12,3 ans)	700 curies/t de combustible
Krypton 85 (10,76 ans)	10 000 curies/t de combustible
Strontium 90 (28 ans)	70 000 curies/t de combustible
Iode 131 (8 jours)	400 curies/t de combustible
Césium 137 (30 ans)	100 000 curies/t de combustible
Zirconium 95 (65 jours)	
Ruthénium 106 (1 an)	
Xénon 133 (5,2 jours)	
Cérium 144 (285 jours)	
Prométhéum 147 (2,6 ans)	

Une autre étude, due aux compagnies d'assurances, est encore plus explicite. « Elle conclut que, si rien n'est fait pour remettre à temps au pays la capacité de retraitement envisagée, de nombreux réacteurs devront cesser leur activité : 23 en août 1979, 44 en août 1983, dans une fourchette d'hypothèses moyennes, avec gel des licences jusqu'en 1978. Les hypothèses portent sur les répercussions au plan du stockage du combustible usé du manque de capacité de retraitement (...) Le délai demandé par l'administration, toujours selon les assurances, aura des répercussions sur la disponibilité du retraitement lui-même. Si, en effet, deux ans se passent avant que rien ne puisse être mis en opération, le marché aura bougé pendant ce temps. Dans ce cas, l'étude des assureurs craint fort que la capacité aujourd'hui prévue ne soit alors insuffisante, et ce en tablant non pas seulement sur deux grandes usines (Allied General

Nuclear Services et Nuclear Fuel Services) mais sur trois, alors même que la troisième (celle d'Esso) n'est encore vue que relativement en pointillé. Les tensions se manifesteront alors dès le début de la prochaine décennie, en misant sur une entrée en service de l'usine AGNS en août 79 (au lieu de juillet 76) et sur un début de marche de l'usine NFS en août 83 (au lieu de la mi-79). »

Au plan européen, après la foire à l'atome « Nuclex » qui vient de se tenir – mais sur laquelle peu d'informations ont filtré – c'est au cours du prochain rendez-vous du « Groupe de Londres » sur la non prolifération (groupe formé des puissances nucléaires, soit : USA et URSS, France, Grande Bretagne, Canada, Japon et Allemagne fédérale) que sera discuté le problème comme étant intrinsèquement lié à celui de la prolifération de l'explosif nucléaire.

Le pool des retraits européens, UNIREP (United Reprocessors), tâche depuis plusieurs mois d'établir une stratégie à la hauteur des besoins. C'est à Bâle, à Nuclex, qu'elle devrait se définir. Elle tourne autour de trois axes :

- construction en Grande-Bretagne d'une nouvelle usine (Windscale s'avérant trop « pauvre ») d'une capacité de 1000 t, avec un nouveau client, le Japon (Windscale traite déjà outre les combustibles britanniques, partie de ceux de l'Allemagne de l'Ouest, de l'Espagne, de la Hollande, de la Suède, de l'Italie, du Canada et de la Suisse...);
- construction en RFA d'une usine de 1500 tonnes;
- en France, doublement de la capacité en fin d'année actuelle (avec la mise en service de H.A.O.) soit 400 tonnes X 2.

En dehors des polémiques suscitées par ces vocations d'« éboueurs » de l'atome au sein même des instances politiques (c'est notamment le cas en Grde Bretagne) et de l'opposition des écologistes, le gros problème apparaît être financier. Pour que le « job » devienne rentable, c'est-à-dire risque d'intéresser l'industrie libérale, pas mal de problèmes restent à résoudre...

Quoi qu'il en soit, et je m'excuse de me répéter, l'avenir de l'électro-nucléaire ne peut que passer par la manipulation intensive et à grande échelle du plutonium – et à aboutir l'armement nucléaire généralisé...

Allez, resers-moi un coup de beaujo...

E.P.

1. En fait, la grande presse – « le Monde » notamment, dont le mythe dure et perdure... – est plutôt discrète sur ces problèmes. La source essentielle de la documentation de cet article est une agence de presse spécialisée dans les questions d'énergie.

2. cf. notamment les n° 20 de juin 74 - 40 du 12 février 75 - et 69 du 3 septembre 75... de la « Gueule Ouverte ».

3. Pour une étude « objective » et néanmoins critique, se reporter aux deux fascicules du SNPCEA-CFDT. « L'électro-nucléaire en France » 1. (juin 74) et 2. (avril 74). Le livre rouge et le livre vert du génocide nucléaire... par ses artisans syndiqués !...

4. Recycler le plutonium : 1. dans les réacteurs thermiques (type Bugey...) 2. dans les surgénérateurs...

5. Les 3 études de l'Atomic Industrial Forum peuvent être obtenues auprès de cette association, 475 Park Avenue South, New-York, N.Y. 10016. Leurs titres : 1. Legal Aspects of NRC Provisional Policy Statement on GESMO - 2. A cost Impact Analysis of Delaying Plutonium Recycle-3. An upper Estimate of Safeguards for handling Plutonium. Le rapport des assureurs s'intitule « Spent Fuel Storage Capability in the USA » - il est disponible à la Nuclear Assurance Corporation, 24 Executive Park West, Atlanta, Ga. 30029, Etats-Unis.

SUR LE TERRAIN



LES NÉO-ZÉLANDAIS CONTRE LES ESSAIS NUCLÉAIRES FRANÇAIS

Six associations néo-zélandaises – dont Greenpeace, les Friends of the Earth (Amis de la Terre), United Nations Association (association des Nations Unies) et Campaign for Nuclear Disarmament (campagne pour le désarmement nucléaire) – lancent un appel aux amis français de la Nouvelle Zélande dans lequel ils se déclarent « profondément inquiétés par la reprise des essais français dans le Pacifique ».

« 1. Nous sommes persuadés que les essais souterrains contribuent autant que tout autre essai à stimuler la course aux armements nucléaires.

2. La série d'essais actuelle se poursuit dans des atolls de corail extrêmement fragiles et poreux et il est concevable que les déchets radioactifs puissent s'échapper et contaminer la faune marine et porter atteinte à la vie humaine.

3. Les essais français ont lieu contre la volonté des peuples de la région. Dans le Pacifique il y a un appui populaire très considérable en faveur de la création d'une zone d'où les armements seraient bannis. (...) En conséquence, la Nouvelle Zélande et Fiji vont initier cette année une résolution devant l'Assemblée Générale des Nations en faveur de la création d'une telle zone dans le Pacifique Sud.

4. Les populations des Territoires français d'Outre-Mer dans le Pacifique sont privées des libertés politiques et les droits de l'Homme ont été violés afin que l'utilisation militaire de la région puisse continuer. La population de la Polynésie française s'oppose depuis bien des années aux essais nucléaires et lutte pour l'auto-détermination, elle s'oppose vigoureusement aux activités militaires qui ont eu un effet néfaste sur la vie économique et sociale.

5. Les populations du Pacifique souffrent des effets des essais antérieurs; à Rongelap, une île en Micronésie, tous les enfants, à une seule exception, ont été opérés d'ulcères thyroïdes. Partout dans le Pacifique, la nourriture de base – le taro, la marante, la noix de coco, les crabes et les poissons – est considérée comme trop contaminée pour être comestible. »

Des actions non-violentes à l'échelle internationale sont prévues en ce mois de novembre contre tous les essais nucléaires, pour une zone non-nucléaire dans le Pacifique Sud, et pour l'indépendance de la Polynésie.

Coordination: Mabel Hetherington, 35 Hastings Parade, Devonport, Auckland 9, Nouvelle Zélande.

WEEK-END ANTINUCLÉAIRE: LE PROGRAMME DES FESTIVITÉS

● **Achères - Conflans Ste-Honorine.** Pour montrer leur refus de l'implantation de la centrale d'Achères-Conflans, les groupes faisant partie de la coordination Nord-ouest de la région parisienne et quelques autres invitent à une manifestation pacifique, samedi 29 à 15 h. Rendez-vous place de la gare de Conflans Ste-Honorine.

Ultime réunion préparatoire: mercredi 26, 20 h 30, salle derrière la mairie d'Achères.

N.O.R.P.: J.P. Favris, 37, rue Sœur-Angèle, 95210 St-Gratien.

● **Gravelines:** opération « ville morte » (réunion publique avec les habitants, blocage de la circulation, costumes noirs sur le thème de la ville morte).
Rassemblement: gare de Gravelines, le 29, à 14 h 30.

● **Thionville.** L'association pour la sauvegarde de la vallée de la Moselle organise une expo avec montage diapos, le 29 novembre de 14 à 19 h, salle du beffroi.

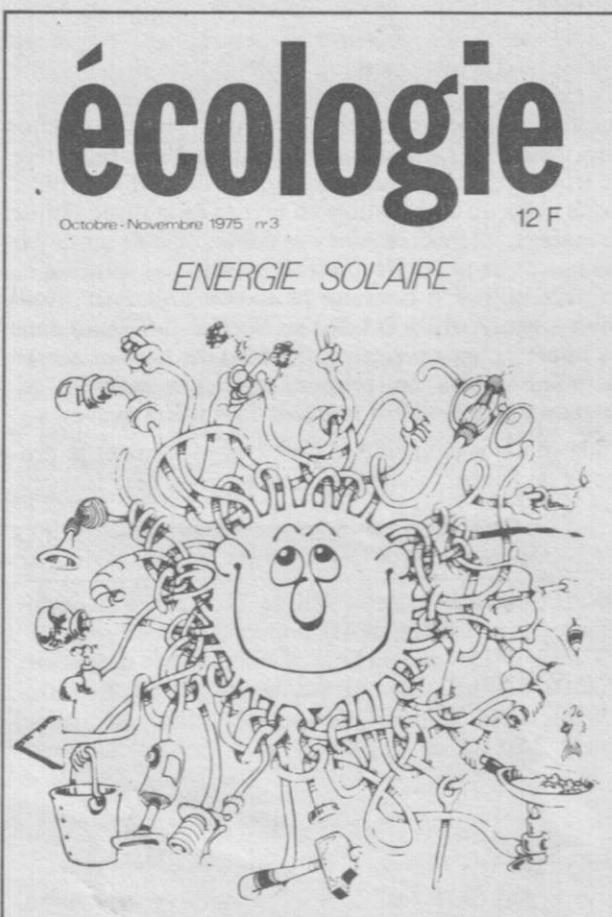
A **Cattenom**, le 30 novembre à 14 h, journée d'action: ronde à vélo, stands d'information, fanfare, contacts avec les habitants.

● **Château-Thierry.** Le 29, à 15 h, manif à vélo dans les rues. Rassemblement place Paul Doumer. A 20 h 30, réunion-débat sur les technologies douces à l'immeuble communal, 50 grande rue.

Le 29, à partir de 16 h et le 30, de 10 à 20 h: expo-information sur le nucléaire et les technologies douces, avec présentation de capteurs solaires, d'éoliennes, et la diffusion de montages audiovisuels, toujours à l'immeuble communal.

Contact: Amis de la Terre Aisne-sud, Denis Toison, 18, avenue de Paris, 02400 Château-Thierry.

● **Paris.** 19°. Le Comité antinucléaire est toujours vivant et vous invite à participer à la manif d'Achères le 29. Rendez-vous à 11 h au local, 20, rue Chaudron, métro Stalingrad. Permanence les lundis à 19 h, même adresse.



« **Ecologie** » n° 3 vient de paraître. C'est un numéro spécial sur l'énergie solaire avec moult photos et croquis techniques. Il coûte 12 F. Mais abonnez-vous plutôt: 35 F pour cinq numéros. Règlement par chèque postal, bancaire ou mandat, à l'ordre de Ecologie - Editions La Surienne. « Ecologie », 12 rue Neuve du Pâtis, 45200 Montargis.

POUR SAUVER WOLFGANG HUBER

Le docteur Wolfgang Huber a commencé le 6 novembre 1975, à la prison de Luwigsbourg, en République Fédérale allemande, une grève totale de la faim qui risque de le mener à la mort.

Le docteur Huber, psychiatre, expulsé avec 40 malades de la polyclinique psychiatrique de Heidelberg, travaillait au sein du « S.P.K. », collectif socialiste de patients qui comprenait la maladie comme problème fondamentalement politique. Arrêté en juillet 1971, inculpé d'avoir, sous couvert du S.P.K., formé une association criminelle, condamné comme meneur à quatre ans et demi de prison, le docteur Huber oppose une résistance systématique au régime carcéral et devient l'objet d'une répression acharnée. Il refuse toute communication avec les agents du pouvoir, boycotte la censure pénitentiaire, ne signe rien, récuse les visites surveillées, etc. Cette opposition lui vaut vingt mois d'isolement totale, dix mois de traitement spécial, avec privation de tout objet personnel, non acheminement de son

courrier, même celui destiné à son avocat, et finalement suppression des visites de celui-ci.

Pris dans l'engrenage des mécanismes d'extermination du système carcéral, mais déterminé à ne pas se plier, il entreprend le 6 novembre 1975 une grève de la faim. Ainsi, après plus de quatre années de détention, et deux mois avant la date prévue de sa libération, « amaigri jusqu'au squelette physique et psychique », comme il le dit lui-même, le docteur Huber est en **danger imminent de mort**.

Nous n'acceptons pas l'élimination d'un homme dont le crime a été de défendre jusqu'au bout les malades victimes de la violence institutionnelle. Nous lançons un appel solennel pour sa **libération immédiate**.

Premiers signataires: Robert Castel, Emile Copfermann, Roger Gentis, Philippe Ivernel, Horace Torrubia.

LE COMITÉ DE SOUTIEN A JEAN-LOUIS BARBANSO

Suite à la manifestation antimilitariste du 11 novembre à Valence, à laquelle la presse a largement fait écho, le Comité de Soutien à J.L. Barbanson tient à apporter les précisions suivantes:

1) La manifestation n'avait pas pour but de porter atteinte aux cérémonies du souvenir: le défilé civil et le dépôt de gerbes n'ont pas été troublés. En s'opposant au défilé militaire, c'est la réalité actuelle de l'armée que les manifestants contestaient.

2) Par ailleurs, les seules violences furent le fait de certains spectateurs. A aucun moment les manifestants ne répliquèrent aux coups et aux injures.

Par la manifestation du 11 novembre, nous affirmions notre entière solidarité avec l'insoumis J.L. Barbanson. Ce dernier a, dès son arrestation, entamé une grève de la faim illimitée pour obtenir sa mise en liberté. Il n'est pas seul dans ce cas: Jean-Pierre Ardin, autre insoumis drômois, est incarcéré depuis septembre au fort Montluc de Lyon. François Chevignon, de Roanne, est en grève de la faim depuis le 27 octobre à l'hôpital Desgenettes à Lyon.

En soutien à ces trois insoumis, un jeûne public et collectif a eu lieu à Taulignan (Drôme) les 22 et 23 novembre.

Comité de soutien à J.L. Barbanson, 22, rue Pêcherie, 26100 Romans.

NON AUX TRIBUNAUX PERMANENTS DES FORCES ARMÉES

● **Tours.** Mercredi 19 novembre à partir de 15 h 30, sept personnes ont défilé, trois heures durant, dans le centre de la ville, pour dénoncer les tribunaux militaires. Ils portaient pour cela un large panneau accroché dans le dos, tout en distribuant un tract expliquant ce que sont les T.P.F.A. et l'ordonnance du 7 janvier 1959. Sur ces panneaux qui intriguaient beaucoup les nombreux passants, on pouvait lire: « Non aux Tribunaux Permanents des Forces Armées », « l'ordonnance du 7 janvier 1959 menace votre liberté » ou encore « Tribunaux militaires = justice d'exception ». Les 7 personnes, un ouvrier agricole objecteur-insoumis, un chômeur, deux chômeuses, un tisserand, un employé de service public objecteur-insoumis et un insoumis, restèrent trois heures sur les lieux. L'insoumis, Thierry Aucher, membre de l'Insoumission Collective Internationale, était, en plus du panneau, revêtu d'une longue robe sur laquelle chacun a pu lire: « Je suis insoumis – je risque 2 ans de prison – qu'en pensez-vous ? » Aucun contrôle d'identité n'eut lieu malgré la proximité des policiers, le passage des gendarmes, celui des militaires et des CRS, de trois paniers à salade. Tout en observant à loisir l'insoumis se déclarant comme tel de façon explicite sur sa robe et son panneau, ils restèrent indifférents. De nombreux et intéressants dialogues furent entamés avec des anciens combattants, des militaires et des gens de tous bords. Malgré de nombreuses insultes mesquines et gratuites, cette « information » s'est déroulée dans la joie et la bonne humeur.

Contact: Pierre-Yves Bonneau, gare de Druye, 37190 Azay le Rideau.

● Dénoncer la « justice » militaire, cela coûte cher. En mois de taule pour les copains qui trouvent le moyen de se faire arrêter, en fric pour pouvoir tenir à rendre public le fonctionnement des T.P.F.A.

N'étant financés ni par Pékin, ni par Moscou, ni par la C.I.A., il nous faut trouver d'autres moyens pour fonction-

ner (et en particulier payer l'imprimeur et la brochure et des affiches). Deux moyens pour nous aider :

- commander la brochure : « **La justice militaire, ce qu'il faut savoir** » en écrivant au M.D.P.L., B.P. 126 - 75463 Paris Cédex 10.

- contributions à envoyer au compte suivant :

Marie-Dominique Lamare, Compte 73.751 C - Agence 4.421 Crédit Lyonnais, avec mention : Campagne T.P.F.A.

GRÈVE DE LA FAIM A L'ÉCOLE D'ÉDUCATEURS D'ISLE LIMOGES

Le 19 novembre, cinq élèves de l'école d'éducateurs d'Isle ont entamé une grève de la faim illimitée dans les locaux de l'institution. Pourquoi en sont-ils arrivés à cette extrémité ?

« Nous ne sommes pas des étudiants, nous sommes des travailleurs sociaux en formation. **D'où nos revendications :**

- Un statut de travailleur social en formation.
- Une allocation égale au SMIC.
- Une convention nationale de stage.
- Le droit politique et syndical.

Vu les conditions de formation qu'on nous donne, l'ensemble des élèves a décidé de réagir : une journée nationale de soutien aux cinq élèves grévistes de la faim est prévue le 26 novembre...

Rassemblement à l'école d'éducateurs d'Isle le 26 à 9 h ».



APPEL URGENT DES AGRICULTEURS DE BRAUD-ET-ST-LOUIS

La dernière étape avant l'expropriation des agriculteurs vivants sur le périmètre de la future centrale, l'enquête "parcellaire", vient de s'ouvrir. Elle durera un mois. C'est le temps qui vous reste si vous voulez aider les paysans de Braud (Groupés comme au Larzac en un Groupement Foncier Agricole) soit en achetant des parts au GFA, soit en envoyant un message de soutien au SYDAM - Mairie de Braud et St Louis 33139

MISSION-OBJECTION

● Une quinzaine d'objecteurs de conscience ont envoyé le 10 novembre une lettre au premier ministre pour marquer collectivement leur désaccord avec la politique d'affectation obligatoire à l'Office National des Forêts, au bureau d'aide sociale ou au service des affaires culturelles. Ils se déclarent également solidaires des insoumis. Il s'agit d'une des premières actions coordonnées de ce type, réussie malgré la dispersion des affectations à travers la France et l'isolement des objecteurs de conscience.

Contact : Michel Malaussena, 12000 Rodez.

● **Le 28 novembre, à 14 heures, Francis Arnarez comparaitra devant la 5^e Chambre correctionnelle de Bordeaux** pour avoir renvoyé son livret militaire, au cours de la journée nationale pour le Larzac, le 15 mars dernier.

Etant donné que 14 personnes à Bordeaux et 200 environ dans toute la France ont aussi renvoyé leurs papiers militaires ce jour-là, tous ces délinquants non inculpés sont priés d'écrire au président de la 5^e Chambre correctionnelle, place de la République, Bordeaux - pour lui demander des éclaircissements sur le règlement de la loterie : comment se fait-il qu'il n'y ait eu que deux inculpations sur 200 (le 2^e est Dominique Barette à Carcassonne, récemment condamné à 15 jours de prison avec sursis).

Francis Arnarez est militant CFDT, employé de banque, membre du comité Larzac, redistributeur de 3 % de ses impôts pour le Larzac...

A Bordeaux, il se pourrait bien qu'un nouveau paquet de livrets militaires soient renvoyés.

Comité Larzac de Bordeaux, 47 rue de la Devise.

LA VIVISECTION CONTESTÉE DANS SON FIEF

Nous étions une centaine sous la pluie, le 19 novembre, devant les grilles de l'Institut Marey, ou plus précisément le laboratoire de Physiologie des Centres Nerveux de l'Université Paris VI, situé à l'entrée du Bois de Boulogne. Le but de la manifestation était de protester contre les expériences qui y sont menées sur les chats. Un tract signé par huit associations fut distribué aux passants.

Trois personnes furent autorisées par la police à entrer pour discuter avec les responsables du laboratoire. Mme Alessandri (de la DPA), Mme Valadier (de la SNDA) et moi-même nous retrouvions en face de Mme Albe-Fessard, M. Jean-Marie Besson et leurs collaborateurs (dont un vétérinaire...).

La discussion tourna en rond. Ces gens prétendaient étudier la douleur sur les chats... sans les faire souffrir. Ils invoquèrent les applications à l'homme de leurs travaux, comme s'ils n'y avait pas un fossé gigantesque entre le chat et l'homme. J'avais photocopié en bibliothèque des travaux du laboratoire. Dans sa thèse, J.M. Besson reconnaissait le sacrifice de 187 chats. Dans ses communications au **Journal de Physiologie**, on trouve des phrases du genre : « Nous avons repris cette étude chez le chat non anesthésié... »

L'effet psychologique de la manifestation fut indéniable, mais on se garda bien de nous montrer les chats ou l'ignoble « appareil stéréotaxique » dans lequel ils sont suppliciés avant de finir à la poubelle. L'un des manifestants aurait préféré que tout le monde entrât pour discuter et observer : sans doute, mais c'était déjà là un premier pas.

Il importe maintenant de regrouper les scientifiques, médecins, vétérinaires, etc., qui refusent l'expérimentation animale mais qui se taisent par crainte des autorités, qu'elles s'appellent **Establishment** scientifique ou Ordre des Médecins.

J.J.B.

OPÉRATION « PORTES OUVERTES » DANS LE MÉTRO

Vendredi 14 novembre à 17 h 30, des membres du GRATPP (Groupe de Résistance Active aux Transports Publics Payants) ont effectué leur quatrième opération « portes ouvertes », à la station de métro Alésia, pour la gratuité des transports. Elle a duré une dizaine de minutes et a permis le passage d'une trentaine de personnes par les portes de sortie qu'ils maintenaient ouvertes. Mieux encore, non seulement les agents de la RATP ne sont pas intervenus, mais des usagers ont pris part à la distribution des tracts explicatifs.

Le GRATPP a besoin d'un soutien financier pour subvenir au matériel d'information envisagé (tracts, affiches, autocollants, etc...) Pour éviter toute confusion, le GRATPP tient à préciser qu'il ne paie ni jugement, ni amende, ni avocat. Par conséquent, l'aide financière aura pour seul but de permettre la poursuite des actions et de donner les moyens d'élargir cette lutte. Vous pouvez envoyer vos mandats à Jacques Desmaison, 10 rue de la Solidarité, 75019 Paris ou vos chèques à l'ordre du même nom, CL n° 202.931 C Crédit Lyonnais, 118-130 avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris.

TUTTI FRUTTI

● **Pontarlier.** Tous à pied, à cheval ou en chameau à voile du 24 au 30 novembre, pour l'expo organisée par le groupe de recherche et d'action non violente sur le thème « **Non violence et révolution** » qui se tiendra à la M.J.C. de Pontarlier. Le vendredi 28, même endroit, 20 h 30, soirée débat avec la participation du maire de Vandoucourt, un village du Doubs où les gens s'essayent à prendre vraiment leur vie en mains. Avec la participation aussi du Groupe d'Action Municipal de Pontarlier et de la M.J.C.

● **Pacifisme et cinéma.** Le film « Tu ne tueras point »,

alias « l'objecteur », sera projeté sous l'égide de diverses associations :

- à Nantes, le 26 à 21 h, au « Paris »,
- à Bordeaux, les 27 et 28 à 17 h 30 et 21 h, au « Capitole »,
- à Saint Dié, le 1er décembre à 21 h, à « l'Empire »,
- à Nancy, le 2 à 17 h 30 et 21 h, au « Caméo ».

● **Strasbourg.** Des gens qui s'intéressent au nucléaire, à l'industrialisation de l'Alsace - pour lutter contre - à la protection de la nature, etc... se réunissent tous les mardis à 12 h 30, à la petite salle de conférences, de l'Institut de Botanique, 28 rue Goethe. Un collectif de bouffe est constitué.

CARCASSONNE Une conférence-débat avec Robert Lafont sur "l'autonomisme occitan aujourd'hui" aura lieu Mardi 2 décembre, à 21 h, salle des fêtes de la mairie, à l'initiative du groupe "voler viore al pais" carcassonnais.



● **Agen-chez-les-occitans.** Le groupe musical « Perlimpinpin folk » et le centre culturel occitan d'Agen se sont donnés pour tâche de sauver le patrimoine culturel des sept provinces occitanes, sans oublier les douze vallées occitanes d'Italie et le Val d'Aran. Toutes les chansons, les danses, les mélodies, les contes, les proverbes, les manuscrits en langue d'oc, peuvent leur être confiés. Les textes sonores peuvent être présentés enregistrés sur bandes magnétiques. L'équipe qui centralise le tout peut se déplacer pour enregistrer sur place. Les documents confiés peuvent être retournés sur simple demande. **Centre culturel Occitan, librairie Occitane, 32 rue Grenouilla, 47000 Agen.** A cette même adresse on peut demander des renseignements ou le manifeste du « Mouvement Populaire Occitan » qui vient de se constituer.

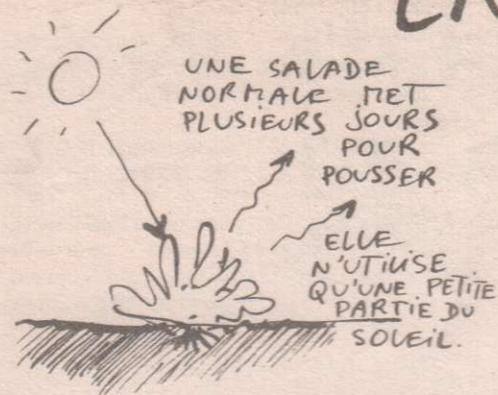
● **Touraine.** L'APRI cherche quatre personnes pour accompagner à vélo une **caravane d'information nucléaire** dans la campagne chinonnaise du lundi 16 au dimanche 21 décembre. Visite de deux ou trois communes par jour. Réunions tous les soirs. A la rigueur des gens disponibles deux ou trois jours seulement sont acceptés. APRI-Touraine, rue Nationale, 37320 Cormery.

● **Paris 13^e.** Création d'un **comité de diffusion militante de la Gueule Ouverte**, sur les marchés du 13^e. Que ceux qui ont envie de se réunir, de faire des affiches et d'apporter des idées pour élargir le champ d'action de la G.O. n'hésitent pas à se manifester. Pour l'instant, le comité compte essentiellement une nana qui en a marre de vendre le canard toute seule.

Ingrid Marsac, 34 avenue de la Porte de Choisy, 75013 Paris.

« La Gueule Ouverte »
fondateur : Pierre Fournier
responsable de la rédaction : Arthur
patience à toute épreuve : Fifi
administration : « les éditions PATATRAS ! »
société de presse au capital de 2100 F
8, rue de Condé, 75006 Paris. (tél. : 033.47.02)
directrice de la publication : Isabelle Cabut
dépôt légal : 4^e trimestre 1975
imprimerie : « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, 75020 Paris
distribution N.M.P.P.
abonnements : un an : 180 F ; 6 mois : 95 F

ENERGIE SOLAIRE



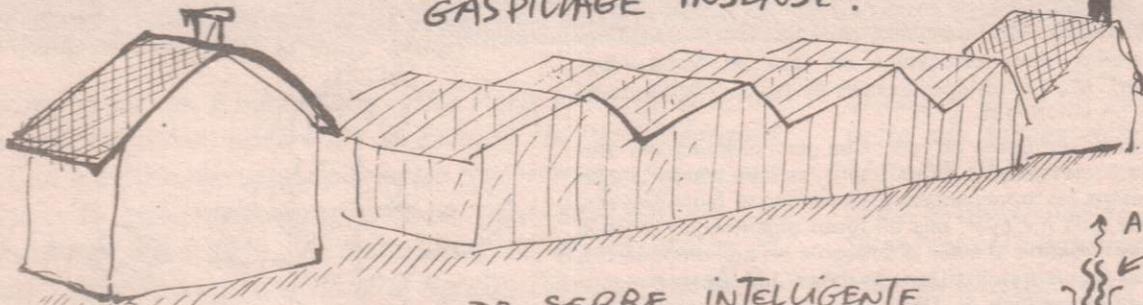
EN 15 JOURS LA SALADE N'A PAS LE TEMPS D'ASSIMILER TOUTES LES SUBSTANCES NECESSAIRES A SON GOUT

LA SERRE DU MARAICHER

CHAUFFAGE DE SA MAISON

CHAUFFAGE DE LA SERRE

GASPILAGE INSENSE!



LA SERRE REFOIT CHAQUE ANNEE BIEN PLUS DE SOLEIL QU'ELLE N'EN A BESOIN

ET EN PRIME: DES SALADES DEBUEULASSES!



EXEMPLE DE SERRE INTELLIGENTE



DES QUE LE SOLEIL DONNE, LES PHOTOPILES DEBITENT, LE VENTILO TOURNE, LA SERRE EST VENTILEE, ET LES CALORIES EN TROP, STOCKEES DANS LA RESERVE THERMIQUE 1000m³ D'EAU...

AERATION PAR ECHANGEUR

PHOTOPILES

MOTEUR ENTRAINANT LES VENTILATEURS

EST-CE QUE LES SALADES SONT MEILLEURES?

NON



ALORS, ALLEZ VOUS FAIRE FOUTRE!

Y'A PAS QUE LES SALADES DANS LA VIE CETTE SERRE INTELLIGENTE AURA UN CLIMAT TROPICAL ON POURRA Y FAIRE POUSSER DES ANANAS...



AH NON! POUR L'ANANAS LE CLIMAT SERA IDEAL AU CONTRAIRE!

DES ANANAS A GOUT DE FLOTTE?

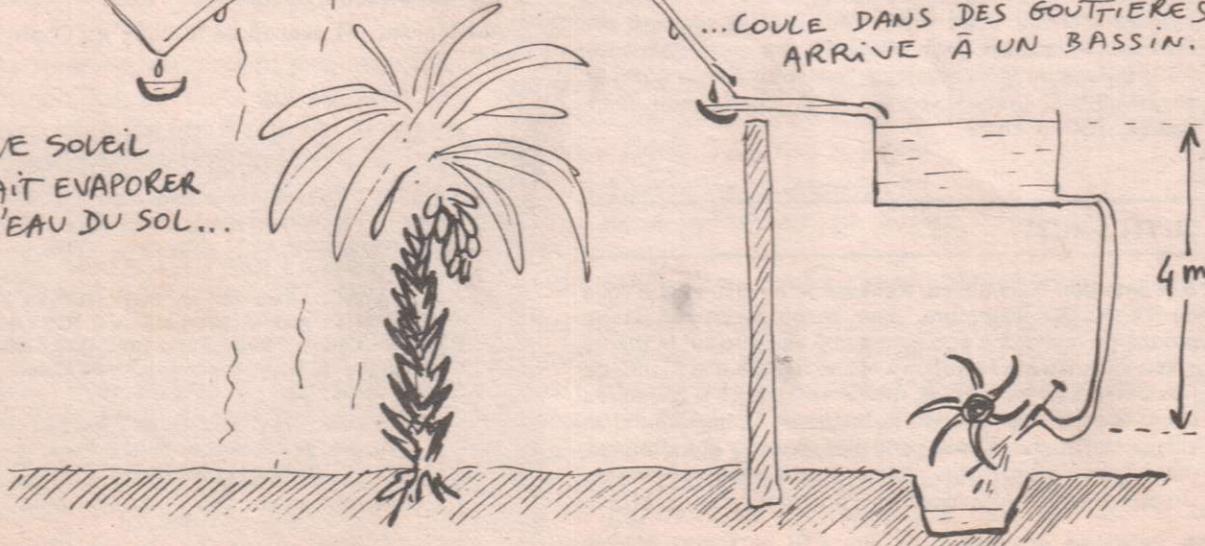


POURQUOI PAS? EN SURELEVANT LES SERRES... AVANTAGE: MEME PLUS BESOIN DE PHOTOPILES POUR ALIMENTER LE VENTILATEUR

LE SOLEIL FAIT EVAPORER L'EAU DU SOL...

...QUI SE CONDENSE SUR LES VITRES...

...COULE DANS DES GOUTTIERES ARRIVE A UN BASSIN.



LA HAUTEUR DE CHUTE SUFFISANTE POUR ACTIONNER UNE PETITE TURBINE COUPLEE AU VENTILATEUR

REISER

LE NUMERO 3 D'ECOLOGIE D'OCTONOV EST CONSACRE A L'ENERGIE SOLAIRE

12 FRANCS

SERIEUX, BIEN FAIT, CA MERITE LES 12 FRANCS...



ÇA SERA BIENTOT LE PRIX D'UNE SALADE

ECOLOGIE 12 rue NEUVE DU PATIS 75002 BOUTARGIS